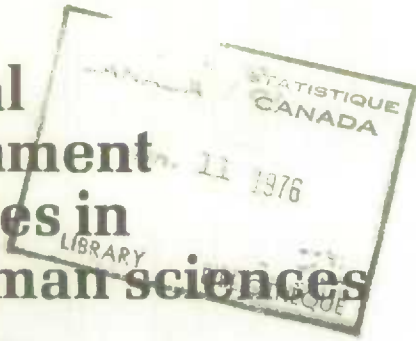


c-3

**Federal
government
activities in
the human sciences**

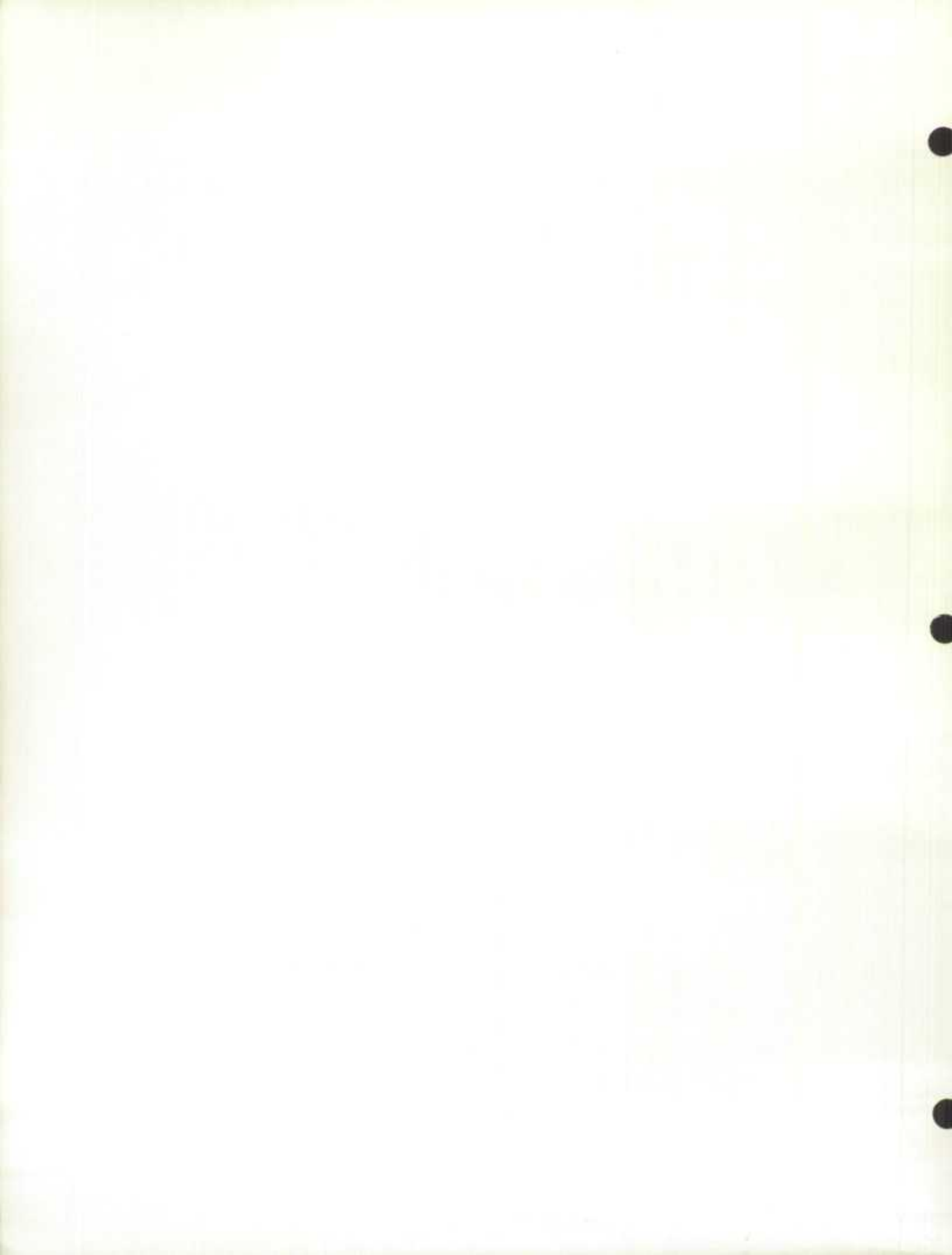
1974-1976



**Activités
de l'administration
fédérale en
sciences humaines**

1974-1976

**DOES NOT CIRCULATE
NE PAS PRÊTER**



STATISTICS CANADA — STATISTIQUE CANADA

Education, Science and Culture Division — Division de l'éducation, des sciences et de la culture

Science Statistics Section — Section de la statistique des sciences

FEDERAL GOVERNMENT ACTIVITIES IN THE
HUMAN SCIENCES

ACTIVITÉS DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE EN
SCIENCES HUMAINES

1974 - 1976

Published by Authority of

The Minister of Industry, Trade and Commerce

Publication autorisée par

le ministre de l'Industrie et du Commerce

April - 1976 - Avril
4-2231-502

Price—Prix: \$1.40

Statistics Canada should be credited when republishing all or any part of this document

Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

Information Canada
Ottawa



PREFACE

This publication presents the results of the fifth survey of federal government activities in the human sciences. Data are collected on the human and financial resources devoted by the federal government to research and related activities in the human sciences. The survey is conducted annually; questionnaires are mailed to all departments and agencies of the federal government known to be funding or performing scientific activities.

The co-operation of the responding departments and agencies is gratefully acknowledged. Invaluable support was also provided by the members of the Interdepartmental Committee on Scientific Expenditures.

PETER G. KIRKHAM,

Chief Statistician of Canada.

PREFACE

Cette publication présente les résultats de la cinquième enquête sur les activités de l'administration fédérale en sciences humaines. On recueille des données sur les ressources humaines et financières consacrées par l'administration fédérale à la recherche et à des activités connexes en sciences humaines. Il s'agit d'une enquête annuelle; les questionnaires sont envoyés par la poste à tous les ministères et organismes fédéraux qui, officiellement, financent ou exercent des activités scientifiques.

Nous tenons à remercier les ministères et organismes répondants de leur collaboration. Les membres du Comité interministériel des dépenses en sciences nous ont également fourni une aide très précieuse.

Le statisticien en chef du Canada,

PETER G. KIRKHAM.

SYMBOLS

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

- .. figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.
- amount too small to be expressed.
- P preliminary figures.
- r revised figures.
- x confidential to meet secrecy requirements of the Statistics Act.

NOTE

Because of rounding, some totals will not correspond exactly to the sum of the items added.

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- P nombres provisoires.
- r nombres rectifiés.
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique relatives au secret.

NOTA

Les chiffres ayant été arrondis, certains totaux ne correspondent pas exactement à la somme des éléments.

FOREWORD

The annual survey of the human science activities of the federal government is now five years old. Much has been learned over these years. The survey itself is a complex undertaking. Projects and activities in the human sciences are not so readily identified as in the natural sciences, where there is a need for equipment, laboratories and technical personnel. Economists, statisticians and other social scientists are employed in all areas and at all levels of government. Separating their management and planning functions from their research activities is difficult and highly judgemental.

Thus considerable time and effort have been devoted to improving and explaining the concepts and definitions on which the survey is based. The result, due largely to the concerned co-operation of members of the Interdepartmental Committee on Scientific Expenditures, has been a definite improvement in the quality and scope of the data. However, it was also important not to lose sight of the need to maintain comparability of information over time to permit analysis of trends.

Roughly comparable data exist dating from 1970-71. This year, for the first time, these data were assembled, reviewed and revised to produce a time series on human science expenditures. This report presents the data resulting from this review, as well as the data from the 1975 survey. This time series is considered to be reasonably accurate and definitely useful for analytical purposes. It is expected, however, that further refinements will be made as more extensive analysis brings new problems to light. Readers are invited to comment on these data and their usefulness.

Federal government expenditures for human science activities for 1975-76 are estimated at \$354.0 million, 1.3% of the total federal budget. Human science expenditures have nearly tripled since 1970-71. Research and development will account for 34% of the 1975-76 total. Fifty departments and agencies reported human science activities.

Special appreciation is extended to the responding departments for the interest, care and attention given to the survey. The survey was conducted by Lorraine Lynch of the Science Statistics Section, assisted by John McEwen, Ruth Clynick, Lloyd Lizotte and Janet Thompson.

Yvon Fortin,
Director,
Education, Science and
Culture Division.

AVANT-PROPOS

Voilà maintenant cinq ans qu'on mène l'enquête annuelle sur les activités de l'administration fédérale en sciences humaines et l'on a beaucoup appris au cours de ces années. L'enquête elle-même est une entreprise complexe. Les projets et les activités en sciences humaines ne sont pas aussi faciles à identifier qu'en sciences naturelles, domaine où l'on a besoin de matériel, de laboratoires et de personnel technique. Des économistes, des statisticiens et d'autres spécialistes des sciences sociales travaillent dans tous les domaines et à tous les paliers de gouvernement. Il est difficile de séparer leurs fonctions administratives et de planification de leurs activités de recherche, car cette distinction est subjective.

Ainsi, on a consacré beaucoup de temps et d'efforts à l'amélioration et à l'explication des concepts et des définitions sur lesquels l'enquête est basée. Grâce surtout à la collaboration désintéressée des membres du Comité interministériel des dépenses en sciences, il en est résulté une nette amélioration de la qualité et du champ des données. Cependant, il importait aussi de ne pas perdre de vue la nécessité de maintenir la comparabilité des données dans le temps afin de permettre l'analyse des tendances.

On dispose des données sommairement comparables depuis 1970-71. Cette année, pour la première fois, ces données ont été rassemblées, examinées et révisées afin de produire une série chronologique sur les dépenses au titre des activités en sciences humaines. Ce bulletin présente les données retenues à la suite de cette étude, de même que les données de l'enquête de 1975. On considère que cette série chronologique est raisonnablement précise et très certainement utile à des fins d'analyse. Cependant, on prévoit d'autres améliorations, car une analyse plus poussée mettra en lumière de nouveaux problèmes. Les lecteurs sont invités à commenter ces données et leur utilité.

On estime à \$354 millions les dépenses de l'administration fédérale au titre des activités en sciences humaines pour 1975-76, ce qui représente 1.3 % du budget fédéral total. Ces dépenses ont presque triplé depuis 1970-71. La recherche et le développement représenteront 34 % du budget de 1975-76. Cinquante ministères et organismes ont déclaré des activités en sciences humaines.

Nous tenons à remercier tout spécialement les ministères participants pour l'intérêt, le soin et l'attention qu'ils ont portés à l'enquête. Cette dernière a été menée par Lorraine Lynch de la Section de la statistique des sciences, secondée par John McEwen, Ruth Clynick, Lloyd Lizotte et Janet Thompson.

Directeur de la Division
de l'éducation, des
sciences et de la culture,
Yvon Fortin.



TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	Page
<u>Introduction</u>	
General	9
The 1975 Survey	11
 <u>Human Science Expenditures</u>	
General	13
Sectors of Performance	14
Regional Distribution of Expenditures	18
 <u>Human Science Activities</u>	
General	19
Research and Development	20
Education Support	23
General Purpose Data Collection	23
Information Services	24
Economic and Feasibility Studies	25
Operations and Policy Studies	26
 <u>Classifications</u>	
Applications of Scientific Activities	29
Field of Extramural R & D	32
Category of In-house R & D	32
 Personnel	 35
 <u>Appendix</u>	
Tabulations Available on Request	53
Other Publications on Science Statistics	53
Questionnaire	54

	Page
<u>Introduction</u>	
Généralités	9
L'enquête de 1975	11
 <u>Dépenses au titre des sciences humaines</u>	
Généralités	13
Secteurs d'exécution	14
Répartition régionale des dépenses	18
 <u>Activités en sciences humaines</u>	
Généralités	19
Recherche et développement	20
Aide à l'éducation	23
Collecte de données générales	23
Services d'information	24
Études économiques et de faisabilité	25
Études d'opérations et de politiques	26
 <u>Classifications</u>	
Applications des activités scientifiques	29
Domaine de la R.-D. extra-muros	32
Catégories de R.-D. interne	32
 Personnel	 35
 <u>Appendice</u>	
Tableaux disponibles sur demande	53
Autres publications sur la statistique des sciences ...	53
Questionnaire	63

STATISTICAL TABLES

TABLEAUX STATISTIQUES

Table	
1. Federal Government Expenditures on Activities in the Human Sciences, by Activity and Sector of Performance, 1970-71 to 1975-76	38
2. Total Expenditures on Activities in the Human Sciences, by Department or Agency, 1970-71 to 1975-76	39
3. Current Expenditures on Intramural R & D in the Human Sciences, by Department or Agency, 1970-71 to 1975-76	40
4. Payments for Extramural R & D in the Human Sciences, by Sector of Performance and Major Sources of Funds, 1970-71 to 1975-76	41
5. Current Expenditures on Related Scientific Activities in the Human Sciences, by Department or Agency, 1970-71 to 1975-76	42
6. Detail of Intramural R & D Expenditures, 1973-74 to 1975-76	43
7. Regional Distribution of Current Expenditures on Activities in the Human Sciences, by Province and Sector of Performance, 1973-74 and 1974-75	44
8. Current Expenditures on R & D in the Human Sciences, by Principal Application, 1973-74 to 1975-76	45

Tableau	
1. Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités en sciences humaines, selon l'activité et le secteur d'exécution, 1970-71 à 1975-76	38
2. Dépenses totales au titre des activités en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1970-71 à 1975-76	39
3. Dépenses courantes au titre de la R.-D. intra-muros en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1970-71 à 1975-76	40
4. Paiements au titre de la R.-D. extra-muros en sciences humaines, selon le secteur d'exécution et la principale source des fonds, 1970-71 à 1975-76	41
5. Dépenses courantes au titre des activités scientifiques connexes en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1970-71 à 1975-76	42
6. Détail des dépenses au titre de la R.-D. intra-muros, 1973-74 à 1975-76	43
7. Répartition régionale des dépenses courantes au titre des activités en sciences humaines, selon la province et le secteur d'exécution, 1973-74 et 1974-75	44
8. Dépenses courantes au titre de la R.-D. en sciences humaines, selon le domaine d'application principale, 1973-74 à 1975-76	45

TABLE OF CONTENTS - Concluded

STATISTICAL TABLES - Concluded

Table	Page
9. Current Expenditures on Related Activities in the Human Sciences, by Principal Application, 1973-74 to 1975-76	46
10. Current Expenditures on In-house R & D in the Human Sciences, for All Applications (Principal and Secondary), by Application, 1973-74 to 1975-76	47
11. Category of Current In-house R & D in the Human Sciences, by Department or Agency, 1973-74 to 1975-76	48
12. Field of Current Extramural R & D in the Human Sciences, 1973-74 to 1975-76	49
13. Personnel Engaged in Intramural Activities in the Human Sciences, by Category and Activity, 1974-75	50
14. Level of Training of Continuing Employees Engaged in R & D in the Human Sciences, 1974	51
15. Principal Employers of Personnel Engaged in Activities in the Human Sciences, by Category, 1974-75	51

TABLE DES MATIÈRES - fin

TABLEAUX STATISTIQUES - fin

Tableau	Page
9. Dépenses courantes au titre des activités connexes en sciences humaines, selon le domaine d'application principale, 1973-74 à 1975-76	46
10. Dépenses courantes au titre de la R.-D. interne en sciences humaines pour l'ensemble des domaines d'application (principale et secondaire), selon le domaine d'application, 1973-74 à 1975-76	47
11. Catégories de la R.-D. interne courante en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1973-74 à 1975-76	48
12. Domaine de la R.-D. extra-muros courante en sciences humaines, 1973-74 à 1975-76	49
13. Personnel affecté aux activités intra-muros en sciences humaines, selon la catégorie et l'activité, 1974-75	50
14. Niveau de formation des employés permanents affectés à la R.-D. en sciences humaines, 1974	51
15. Principaux employeurs du personnel affecté aux activités en sciences humaines, selon la catégorie, 1974-75	51

INTRODUCTION

General

The survey on which this report is based is designed to obtain basic information on the human science activities of the federal government. All departments and agencies known to be either conducting or funding activities in the human sciences were included. Data were collected on the expenditures and manpower devoted to research and development and related activities in the human sciences. A similar survey of federal government activities in the natural sciences is also conducted by Statistics Canada, and the results are presented in the annual publication Federal Government Activities in the Natural Sciences, Catalogue 13-202.

The term human sciences encompasses the disciplines generally referred to as the social sciences and humanities (excluding the performing arts); no distinction is made between these two groups of disciplines since it is not clear that such a breakdown is possible or desirable for statistical purposes. The human sciences include all disciplines involving the study of human actions and conditions and the social, economic and institutional mechanisms affecting them. This would include, for example, the sciences of anthropology, economics, human geography, law, sociology, political science, and the social aspects of architecture, psychology and linguistics. In addition, the applied social science fields such as public and business administration, commerce, communications, criminology, demography, industrial relations, social work and urban and regional studies are included.

Certain areas of study exist in both the human and natural sciences. Examples include geography, psychology and linguistics. However, the dominant orientation of projects in these areas can normally be determined without major difficulty. Situations do arise, however, where both social and natural scientists are involved in the same project. Often in these cases separate units of a project can be identified with the natural or human sciences and the data pertaining to the human sciences extracted. An example might be a multidisciplinary project to develop a new urban transportation system with natural scientists involved in the technical aspects of design and implementation and social scientists studying the economic and social parameters. However, there are also instances, often involving health oriented research, where the work of the natural and social scientists is sufficiently integrated that identification of sub-projects is not feasible. An example might be the study of the socio-medical aspects of drug use. In such a case the entire activity would be reported in either the human or the natural science survey depending on which, in the opinion of the respondent, was the dominant discipline for that project.

The basic reporting unit for the survey is the budgetary program. As defined by Treasury Board for the purpose of program budgeting, a program is a major departmental function designed to achieve objectives authorized by Parliament. The programs considered in this survey are those shown in the 1975-76 Estimates ("Blue Book"). Programs are measured in terms of two inputs: manpower and expenditures. Although the estimates required for this survey do not normally correspond exactly with those of the government accounts, they are compatible. As far as possible, expenditure and manpower requirements have been defined in terms of the present Planning, Programming and Budgeting system as used in the annual Estimates.

The performer is the sector in which the scientific activity is being conducted. The basic distinction is between intramural and extramural performance. Intra-

Généralités

L'enquête sur laquelle porte le présent bulletin vise à obtenir des renseignements de base sur les activités de l'administration fédérale en sciences humaines. À cette fin, tous les ministères et organismes qui exercent ou financent des activités en sciences humaines ont été pris en compte. On a recueilli des données sur les ressources financières et humaines consacrées à la recherche et au développement ainsi qu'aux activités connexes en sciences humaines. Statistique Canada mène une enquête semblable sur les activités de l'administration fédérale en sciences naturelles, enquête dont les résultats sont présentés dans la publication annuelle Activités de l'administration fédérale en sciences naturelles, n° 13-202 au catalogue.

Le terme sciences humaines englobe les disciplines qu'on appelle généralement les sciences sociales et les lettres (sauf les arts d'exécution); on ne fait pas de distinction entre ces deux disciplines, car il n'est pas certain que cette distinction soit possible ou souhaitable à des fins statistiques. Les sciences humaines sont donc, globalement, l'étude du comportement de l'homme et du milieu dans lequel il évolue, ainsi que des mécanismes sociaux, économiques et institutionnels qui les influencent. Cela comprend, par exemple, l'anthropologie, l'économie, la géographie humaine, le droit, la sociologie, les sciences politiques et les aspects sociaux de l'architecture, de la psychologie et de la linguistique. De plus, on peut inclure les disciplines des sciences sociales appliquées telles que l'administration publique et des affaires, le commerce, les communications, la criminologie, la démographie, les relations industrielles, le service social et les études urbaines et régionales.

Certains domaines d'étude sont communs aux sciences humaines et aux sciences naturelles, par exemple, la géographie, la psychologie et la linguistique. Cependant, l'orientation principale des programmes dans ces domaines peut habituellement être déterminée sans trop de difficulté. Il est des cas toutefois où des spécialistes en sciences sociales et en sciences naturelles travaillent ensemble dans le cadre d'un même programme. On peut souvent, dans ces cas, identifier des parties distinctes d'un programme soit avec les sciences naturelles, soit avec les sciences humaines, et les données relatives aux sciences humaines peuvent alors être extraites. En voici un exemple: un programme pluridisciplinaire visant à établir un nouveau réseau de transport urbain, dans lequel des spécialistes en sciences naturelles étudient les aspects techniques de la conception et de l'instauration du réseau, tandis que des spécialistes en sciences sociales en étudient les paramètres économiques et sociaux. Cependant, il est des cas, notamment dans la recherche sur l'hygiène, où les travaux des spécialistes en sciences naturelles et en sciences sociales sont tellement intégrés qu'il est impossible d'identifier des sous-programmes; par exemple, dans l'étude des aspects socio-médicaux de l'usage des drogues. Dans ces cas-là, l'activité toute entière doit faire l'objet soit de l'enquête sur les sciences humaines, soit de l'enquête sur les sciences naturelles, selon de l'avis de l'enquêteur, la discipline principale du programme.

L'unité déclarante de base pour l'enquête est le programme budgétaire. Selon la définition du Conseil du Trésor aux fins de la budgétisation des programmes, un programme est une fonction majeure d'un ministère orientée vers la poursuite d'objectifs autorisés par le Parlement. Les programmes qui font l'objet de cette enquête sont ceux qui figurent dans le Budget des dépenses 1975-76 ("Livre bleu"). Les programmes sont évalués en fonction de deux critères: les besoins en main-d'oeuvre et les dépenses. Bien que les chiffres estimatifs requis pour ce questionnaire ne correspondent pas exactement à ceux des comptes publics, ils sont néanmoins compatibles avec ceux-ci. Dans la mesure du possible, les dépenses et les besoins en main-d'oeuvre ont été définis conformément au système actuel de rationalisation des choix budgétaires utilisés dans le Budget annuel des dépenses.

Le secteur d'exécution est le secteur qui exécute l'activité scientifique. Il se fait une distinction fondamentale entre les secteurs d'exécution d'activités intra-muros et d'ac-

mural performance is work conducted by the reporting program using its own personnel and facilities. To utilize the special resources of others or to develop outside capabilities, grants, contracts and other support may be given to other sectors by the reporting program; this is defined as extramural. However, the acquisition of equipment or facilities by contract or otherwise is not normally considered extramural performance. The cost of such purchases is attributable to the unit which will use them for scientific activities. The sectors defined for classification of extramural payments include: Canadian business enterprises, Canadian universities, Canadian non-profit institutions, provincial and municipal governments, other Canadian performers and foreign performers.

Scientific activities are concerned with the generation, dissemination and application of new scientific knowledge. Six activities are identified: research and development (R & D), and the related activities of education support, general purpose data collection, information services, economic and feasibility studies, and operations and policy studies. Research and development is the central element; the related activities are included primarily to provide a more accurate measure of research. Such related activities precede, complement and extend research work and are, therefore, often confused with it. If these alternate classifications were not available, the estimates for R & D would be higher than they are now.

Expenditure data are classified by activity, sector of performance and objects of expenditure. However, the distinction between current and capital expenditure is maintained only for intramural expenditures. Payments to extramural performers for capital purposes are treated as current expenditures for tabulation purposes. This is because it is not possible to obtain accurate current/capital breakdowns for extramural payments, except, perhaps, at the project level and then only retroactively. Such estimates would more appropriately be obtained from the institutions actually doing the work.

Personnel data are classified by activity, category of employment and level of training. Estimates are obtained in both full-time equivalent and the total number actually employed. To ease response burden the categories of employment defined by the Public Service Commission are used.

In addition to the expenditures attributable to program budgets, there are additional costs attributable to scientific activities known as "non-program" or "indirect" costs which must be included if a full picture of the resources devoted to human science activities is to be obtained. These include services provided by other departments, such as the Department of Labour and the Department of Public Works, and the portion of Administration Program costs attributable to scientific activities. Such costs apply only to intramural expenditures.

activités extra-muros. Les activités intra-muros comprennent les travaux exécutés par le programme déclarant au moyen de son propre personnel et dans ses propres installations. Afin d'utiliser les ressources spéciales provenant d'ailleurs, le programme déclarant peut accorder à d'autres secteurs des subventions, des contrats ou d'autres formes d'aide. Dans ce cas, il s'agit d'activités extra-muros. Cependant, l'acquisition de matériel et d'installation par des contrats ou par d'autres moyens n'est habituellement pas considérée comme faisant partie des activités extra-muros. Les frais en sont imputables à l'unité qui les utilisera aux fins d'activités scientifiques. Voici les secteurs compris dans la classification des paiements extra-muros: les entreprises commerciales canadiennes, les universités canadiennes, les organismes canadiens à but non lucratif, les administrations provinciales et municipales, les autres exécutants canadiens et le secteur étranger.

Les activités scientifiques comprennent l'acquisition, la diffusion et l'application de connaissances scientifiques nouvelles. Elles sont au nombre de six: la recherche et le développement (R.-D.) et les activités connexes comprenant l'aide à l'éducation, la collecte de données générales, les services d'information, les études économiques et de faisabilité et les études d'opérations et de politiques. La recherche et le développement forment l'élément principal; on inclut les activités connexes surtout pour fournir une mesure encore plus exacte de la recherche, car elles précèdent, complètent et poursuivent les travaux de recherche et en font donc partie intégrante. Si ces autres catégories d'activités n'étaient disponibles, les estimations de R.-D. seraient encore plus élevées qu'elles ne le sont maintenant.

Les données sur les dépenses sont classées par activité, par secteur d'exécution et par article de dépense. Cependant, on fait une distinction entre les dépenses courantes et les immobilisations uniquement dans le cas des dépenses intra-muros. Les paiements versés à des exécutants extra-muros pour des immobilisations sont considérés comme des dépenses courantes aux fins de la totalisation, car il est impossible d'obtenir les répartitions exactes des dépenses courantes et des immobilisations dans le cas des paiements extra-muros sauf, peut-être, au niveau du programme et là, seulement de façon rétroactive. On pourrait obtenir des estimations plus exactes auprès des organismes mêmes qui font le travail.

Les données sur le personnel sont classées par activité, catégorie d'emploi et niveau de formation. Les estimations sont calculées en l'équivalent à temps plein et indiquent le nombre total d'employés actuels. Pour alléger le fardeau des enquêtés, on utilise les catégories d'emploi définies par la Commission de la Fonction publique.

Si l'on veut obtenir une image complète des ressources consacrées aux activités en sciences humaines, on doit inclure, aux budgets des programmes, en plus des dépenses imputables, frais supplémentaires propres aux activités scientifiques qu'on appelle les frais "hors programme" ou frais "indirects". Sont compris dans ces frais les coûts des services fournis par d'autres ministères, comme le ministère du Travail et le ministère des Travaux publics, et la partie des coûts des programmes d'administration imputable aux activités scientifiques. Ces frais ne s'appliquent qu'aux dépenses intra-muros.

TABLE 1.1. Non-program Costs of Scientific Activities

TABLEAU 1.1. Frais hors programme imputables aux activités scientifiques

Cost - Frais	1973-74 ^R	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	millions of dollars - millions de dollars		
Services provided by other departments - Services fournis d'autres ministères	18.3	18.6	23.8
Administration Program costs attributable to scientific activities - Coûts des programmes d'administration imputables aux activités scientifiques	1.4	1.6	1.8
Total	19.7	20.2	25.6

All current intramural expenditure data in this report include non-program costs as described above, except where specifically noted otherwise. Table 1.1 shows the non-program costs estimated for this survey. These estimates were prepared by Statistics Canada to ensure a uniform method of computation. They were then added to the current intramural expenditure data provided by the responding departments.

The 1975 Survey

Coverage has increased and changed as federal government departments and agencies have added, deleted or transferred human science activities. Departments are added when it appears likely that there is a scientific content to their program activities. The number of departments and agencies has increased from 35 in the 1971 experimental survey to the present total of 50.

A number of important changes were made in the 1975 survey. A new scientific activity, economic and feasibility studies, was added to the questionnaire. Expenditures for this activity were generally reported previously as operations studies. A new question concerning the secondary applications of intramural R & D was introduced. The concept of research was widened to include development as research and development (R & D). The classifications of research by category used in the 1974 survey were deleted, and a new classification into research activities or development activities was added. A new sector of performance "Other Canadian Performers" was added. Essentially it is a residual category; these expenditures were previously reported in the non-profit institutions sector. Minor changes were made to the lists of applications and fields of science.

The questionnaires were mailed in December 1974 and due on March 1, 1975. Response was almost total; only a few programs failed to reply, and estimates were prepared for these.

This year considerable effort was devoted to relating current survey data to past returns, and the result is an historical data series for federal expenditures in the human sciences since 1970-71. It is expected that there will be further revisions to the series, but it is complete enough to be used for analytical purposes and has been used as the basis for this publication.

The survey is processed by computer and, as a result, a considerable variety of tabulations are produced, only a few of which can be reproduced in the publication. Readers with special interests are invited to contact the Science Statistics Section for further details.

Sauf indication contraire, toutes les données sur les dépenses courantes intra-muros présentées dans ce bulletin comprennent les frais hors programme décrits ci-dessus. Le tableau 1.1 montre les estimations des frais hors programme pour cette enquête. Ces estimations ont été préparées par Statistique Canada afin d'assurer une méthode uniforme de calcul. Elles ont ensuite été ajoutées aux données sur les dépenses courantes intra-muros fournies par les ministères enquêtés.

L'enquête de 1975

On a élargi et modifié le champ de l'enquête, car les ministères et organismes fédéraux ont ajouté, supprimé ou transposé des activités en sciences humaines. On ajoute des ministères lorsqu'il semble probable que les activités de leurs programmes ont un contenu scientifique. Le nombre de ministères et d'organismes est passé de 35 (enquête expérimentale de 1971) au total actuel de 50.

On a apporté un certain nombre de modifications importantes à l'enquête de 1975. Une nouvelle activité scientifique, les études économiques et de faisabilité, a été ajoutée au questionnaire. Auparavant, les dépenses au titre de cette activité étaient généralement déclarées sous la rubrique "études d'opérations". On a ajouté une question concernant les applications secondaires de la R.-D. intra-muros. On a élargi le concept de la recherche pour englober le développement, ce qui a engendré la notion de recherche et développement (R.-D.). On a supprimé la classification de la recherche par catégories qui était utilisée dans l'enquête de 1974, pour en créer une nouvelle propre aux activités de recherche et aux activités de développement. Un nouveau secteur d'exécution, "autres exécutants canadiens", a été ajouté. Il s'agit essentiellement d'une catégorie résiduelle; les dépenses à ce titre étaient auparavant déclarées sous la rubrique "organismes à but non lucratif". On a légèrement modifié les listes des applications et des domaines scientifiques.

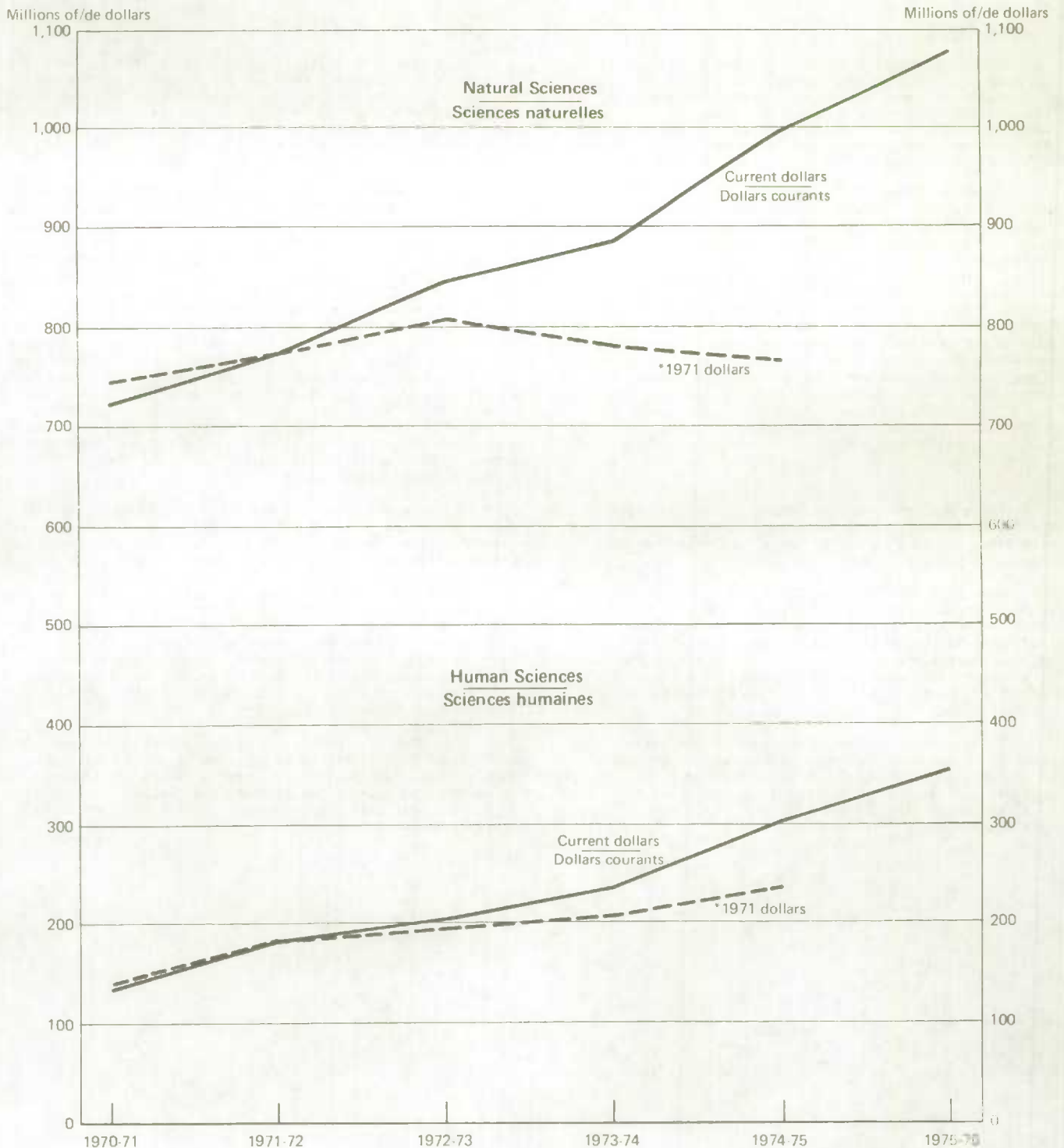
Les questionnaires ont été postés en décembre 1974 et devaient nous parvenir le 1^{er} mars 1975. Presque tous les enquêtés y ont répondu; on a préparé des estimations pour les quelques programmes qui n'ont pas répondu.

Cette année, on s'est beaucoup efforcé de faire le lien entre les données d'enquêtes actuelles et celles des années précédentes. Il en a résulté une série chronologique de données sur les dépenses de l'administration fédérale en sciences humaines depuis 1970-71. On prévoit que ces séries feront l'objet d'autres révisions, mais elles sont assez complètes pour être utilisées à des fins d'analyse; de fait, elles ont servi de base à cette publication.

L'enquête est traitée par ordinateur et, par conséquent, une diversité considérable de totalisations sont produites, dont quelques-unes seulement peuvent être reproduites dans la présente publication. Les lecteurs qui désirent obtenir plus de détails sont priés de communiquer avec la Section de la statistique des sciences.

Federal Government Current Expenditures on Activities in the Natural and Human Sciences, 1970-71 to 1975-76

Dépenses courantes de l'administration fédérale consacrées aux activités en sciences naturelles et en sciences humaines, 1970-71 à 1975-76



* Deflated by implicit price index of G.N.E.

* Après déflation par l'indice implicite des prix de la D.N.B.

General

Federal government expenditures for activities in the human sciences are expected to exceed \$350 million in 1975-76. Expenditures were reported by 50 departments and agencies, although three of these, Statistics Canada, Canada Council and National Health and Welfare, together account for almost half of the reported total.

There has been a substantial increase in expenditures for human science activities since 1970-71, the first year for which comparable data are available. Data obtained for 1969-70 in the experimental survey conducted in 1971 are not regarded as comparable due to the limited coverage of the survey. Current expenditures estimated for 1975-76 represent a 163% increase over 1970-71. Expenditures have been increasing at an average rate of 22% a year since 1970-71. Some portion of this increase must undoubtedly be attributed to improved reporting as respondents gained experience with the survey; nonetheless, there has been a significant increase in the emphasis placed on human science activities by the federal government.

However, the real growth of scientific activities is undoubtedly less than indicated. The expenditure data are in current dollars and do not reflect the effect of price increases. It is difficult to determine how much of the apparent increase is attributable to these factors. No acceptable method of deflating scientific expenditures has yet been devised, but, to give a general idea of the effects of inflation, Chart 1 shows current expenditures from 1970-71 for both the human and natural sciences in current dollars and deflated by the implicit price index of the GNE. Chart 1 indicates that, although support for human science activities is at a considerably lower level than the natural sciences, in constant dollar terms the human sciences have continued to increase while natural science expenditures are actually declining.

The principal reason for collecting human science expenditure data in a format comparable to the federal budgetary system is that it permits comparisons with the total budgetary estimates of the federal government. Human science estimates for 1975-76 represent 1.3% of the total federal budget. In the annual Estimates federal government expenditures are classified by function. This is done by allocating the expenditures of departments at the program and sub-program level to a defined list of government functions. Expenditures of the program or sub-program are thus entirely classed under one specific function, although the different component projects may apply to a large range of subjects. In spite of this limitation, this functional framework gives an indication of how the human sciences are used in achieving the objectives of government. Using the survey data the allocation by function has been made for human science expenditures at the first level of functional classification. The results are shown in Table 2.1. The total federal estimates and the breakdown by program are from the 1975-76 Estimates ("Blue Book") Table 5.

The largest function by far is economic development and support which includes the expenditures of such important departments as Statistics Canada, Canada Council and Manpower and Immigration. The category culture and recreation has a relatively high concentration of human science activities, 5% of the total estimates for the category. This includes, for example, the National Library, National Museums and Public Archives. Foreign affairs includes External Affairs, the Canadian International Development Agency and the International Development Research Centre. Health and welfare includes National Health and Welfare as well as Urban Affairs and the Central Mortgage and Housing Corporation.

Généralités

On prévoit que les dépenses de l'administration fédérale au titre des activités en sciences humaines dépasseront \$350 millions en 1975-76. Cinquante ministères et organismes ont déclaré des dépenses, bien que trois d'entre eux, Statistique Canada, le Conseil des Arts du Canada et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, contribuent ensemble pour près de la moitié du total des dépenses déclarées.

Il y a eu augmentation importante des dépenses au titre des activités en sciences humaines depuis 1970-71, la première année pour laquelle on dispose de données comparables. Les données obtenues pour 1969-70 dans le cadre de l'enquête expérimentale de 1971 ne sont pas considérées comme comparables en raison du champ d'observation limité de l'enquête. Les estimations des dépenses courantes pour 1975-76 représentent une augmentation de 163% par rapport à 1970-71. Les dépenses ont augmenté au rythme de 22% en moyenne par année depuis 1970-71. On peut sans doute attribuer une partie de cette augmentation à l'amélioration des déclarations grâce à l'expérience des enquêteurs; en outre, les activités en sciences humaines occupent maintenant une place beaucoup plus importante au sein de l'administration fédérale.

Cependant, la croissance réelle des activités scientifiques est sans doute moindre que la croissance apparente. En effet, les données sur les dépenses sont exprimées en dollars courants et ne traduisent pas l'effet de l'augmentation des prix. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure la croissance apparente est attribuable à ces facteurs. Aucune méthode acceptable de déflation des dépenses scientifiques n'a encore été mise au point, mais pour donner une idée générale des effets de l'inflation, le graphique 1 montre les dépenses courantes depuis 1970-71, à la fois au titre des sciences humaines et des sciences naturelles, exprimées en dollars courants et après déflation par l'indice implicite des prix de la D.N.B. Le graphique 1 indique que, bien que l'aide au titre des activités en sciences humaines est de beaucoup inférieure à celle au titre des sciences naturelles, en termes de dollars constants, les dépenses en sciences humaines continuent d'augmenter alors qu'en réalité, les dépenses en sciences naturelles diminuent.

Les données sur les dépenses au titre des sciences humaines sont recueillies sous une forme comparable à celle du système budgétaire fédéral surtout parce que cela permet d'établir des comparaisons avec l'ensemble des estimations budgétaires de l'administration fédérale. Les dépenses estimatives au titre des sciences humaines pour 1975-76 représentent 1.3% du budget fédéral total. Dans le Budget annuel des dépenses, les dépenses de l'administration fédérale sont classées par fonction. Pour ce faire, on répartit les dépenses des ministères aux niveaux des programmes et des sous-programmes en fonction d'une liste définie de fonctions gouvernementales. Ainsi, les dépenses au titre d'un programme ou sous-programme sont entièrement classées dans une fonction précise, bien que les différentes composantes puissent s'appliquer à une vaste gamme de sujets. En dépit de cette restriction, ce cadre fonctionnel donne une idée de la façon dont les sciences humaines sont utilisées dans la réalisation des objectifs gouvernementaux. À partir des données de l'enquête, on a réparti par fonction les dépenses en sciences humaines au premier niveau de la classification fonctionnelle. On trouve les résultats au tableau 2.1. Les estimations fédérales totales et la répartition par programme sont tirées du tableau 5 du Budget des dépenses ("Livres bleu") 1975-76.

La fonction la plus importante est de loin l'expansion et le soutien économiques qui comprend les dépenses d'organismes importants tels que Statistique Canada, le Conseil des Arts du Canada et le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration. La catégorie "culture et loisirs" comprend une assez forte proportion d'activités en sciences humaines, soit 5% des estimations totales pour cette catégorie. Cela comprend, par exemple, la Bibliothèque nationale, les Musées nationaux du Canada et les Archives publiques. Les affaires étrangères incluent le ministère des Affaires extérieures, l'Agence canadienne de développement international et le Centre de recherches pour le développement international. La catégorie "santé et bien-être" comprend le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, le ministère des Affaires urbaines et la Société centrale d'hypothèques et de logement.

TABLE 2.1. Science and Function, 1975-76

TABLEAU 2.1. Sciences et fonction, 1975-76

Function — Fonction	Human science estimates — Dépenses estimatives au titre des sciences humaines	Total estimates(1) — Total des prévisions(1)
	millions of dollars — millions de dollars	
General government services — Services généraux du gouvernement	32.4	1,436.6
Foreign affairs — Affaires étrangères	32.2	700.9
Defence — Défense	2.1	2,802.1
Transportation and communications — Transports et communications	12.3	2,080.2
Economic development and support — Expansion et soutien économiques ...	185.7	4,656.7
Health and welfare — Santé et Bien-être	42.7	7,853.9
Education assistance — Aide à l'éducation	1.3	672.5
Culture and recreation — Culture et loisirs	34.0	690.4
Fiscal transfer payments — Paiements de transfert fiscal	—	2,624.6
Public debt — Dette publique	—	3,575.0
Internal overhead expenses — Frais généraux internes	11.5	1,149.3
Total	354.0	28,241.9

(1) Source: Estimates for the Fiscal Year Ending March 31, 1976, Information Canada, Ottawa, 1974. — Budgets des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1976, Information Canada, Ottawa, 1974.

Sectors of Performance

The performer is defined as the sector in which the activity is being conducted. The basic distinction is between intramural and extramural performance. Intramural performance is work carried out by units of the reporting program using their own personnel and facilities. It includes both in-house scientific activities and the administration of extramural programs. Extramural work is work financed by the federal government in other sectors generally to utilize special resources or to develop special capabilities. The extramural sector is divided into six performers for survey purposes: Canadian business enterprises; Canadian universities; Canadian non-profit institutions; provincial and municipal governments; other Canadian performers; and foreign performers.

Canadian business enterprises includes all private industry and government enterprises, such as public utilities and government-owned firms, as well as non-profit institutions and associations mainly serving industry and not controlled by another institution. Industrial research institutes located at Canadian universities are included in the university sector.

Canadian universities includes all degree-granting educational institutions and any affiliated institutes owned, administered or staffed by a university.

Canadian non-profit institutions includes charitable foundations, hospitals, voluntary health organizations, associations and societies, and other institutions not established for profit. Non-profit institutions primarily serving or controlled by another sector are included in the controlling sector (e.g., Pulp and Paper Research Institute in the business enterprises sector).

Secteurs d'exécution

Le secteur d'exécution est le secteur qui exerce l'activité. Il se fait une distinction fondamentale entre les secteurs d'exécution d'activités intra-muros et d'activités extra-muros. Les activités intra-muros consistent en des travaux exécutés par les unités du programme déclarant au moyen de leur propre personnel et dans leurs propres installations. Cela comprend les activités scientifiques internes et l'administration des programmes extra-muros. Les activités extra-muros comprennent les travaux financés par l'administration fédérale dans d'autres secteurs, généralement afin d'utiliser des ressources spéciales ou de développer des possibilités particulières. Aux fins de l'enquête, le secteur extra-muros se divise en six secteurs d'exécution: les entreprises commerciales canadiennes, les universités canadiennes, les organismes canadiens à but non lucratif, les administrations provinciales et municipales, les autres exécutants canadiens et le secteur étranger.

Les entreprises commerciales canadiennes il s'agit de toutes les entreprises privées et gouvernementales comme les services publics et les entreprises appartenant au gouvernement, de même que les organismes et les associations à but non lucratif desservant principalement l'industrie et non contrôlées par une autre institution. Les instituts de recherche industrielle situés dans les universités canadiennes font partie du secteur des universités.

Les universités canadiennes comprennent tous les établissements d'enseignement qui décernent des diplômes et tous les instituts affiliés, possédés, administrés ou dotés en personnel par une université.

Les organismes canadiens à but non lucratif il s'agit des oeuvres de charité, des hôpitaux, des organismes, associations et sociétés de santé bénévoles, et des autres organismes à but non lucratif. Les organismes à but non lucratif desservant principalement un autre secteur, ou contrôlés par lui, sont inclus dans ce secteur (par ex., l'Institut de recherches sur les pâtes et papiers fait partie du secteur des entreprises commerciales canadiennes).

Provincial and municipal governments includes only the departments and agencies of these governments. Government enterprises such as public utilities are defined as business enterprises and hospitals as non-profit institutions. The federal government makes many payments through provincial governments; if the provincial government acts only as a distributor (e.g., the federal government has already selected the recipients), then the expenditures are reported in the actual sector of performance.

Other Canadian performers is a residual sector including provincial research councils and foundations and individuals not working in any other sectors. Individual consultants are reported here only if they cannot be identified with any other sector. Consulting firms are considered business enterprises.

Foreign performers includes foreign governments, companies (including foreign subsidiaries of Canadian firms), non-resident foreign nationals and Canadians working or studying abroad.

Table 2.2 presents current expenditures for human science activities by sector of performance. It should be noted that payments to the extramural sector may include funds for capital purposes. For the survey, no distinction is made between current and capital expenditures for extramural payments, since the detailed use of the funds is not always known by the reporting department before the final accounting is received.

Over half the human science R & D activity funded by the federal government is performed outside the government. For the related scientific activities, 33% of the 1975-76 activities will be conducted in-house. If the 1975-76 \$111.9 million expenditures of Statistics Canada (the largest performer of related activities and an entirely in-house operation) are removed from the calculation, then 32% of the remaining expenditures represent payments to other sectors.

Les administrations provinciales et municipales englobent les ministères et les organismes de ces administrations. Les entreprises gouvernementales telles que les services publics sont classées dans les entreprises commerciales canadiennes et les hôpitaux, dans les organismes à but non lucratif. L'administration fédérale verse de nombreux paiements aux administrations provinciales; si l'administration provinciale fait fonction uniquement de distributeur (c'est-à-dire si l'administration fédérale a choisi elle-même les bénéficiaires), c'est le secteur d'exécution qui doit déclarer les dépenses.

Les autres exécutants canadiens, il s'agit d'une catégorie résiduelle qui comprend les conseils et les fondations de recherche provinciaux et les particuliers qui ne travaillent dans aucun des autres secteurs. Les experts-conseils sont inclus sous cette rubrique uniquement s'il est impossible de les classer dans un autre secteur. Les maisons d'experts-conseils font partie des entreprises commerciales canadiennes.

Le secteur étranger comprend les sociétés et les administrations étrangères (y compris les filiales à l'étranger de sociétés canadiennes), les ressortissants étrangers non résidents et les Canadiens étudiant ou enseignant à l'étranger.

Le tableau 2.2 présente les dépenses courantes au titre des activités en sciences humaines par secteur d'exécution. Il faut noter que les paiements versés au secteur extra-muros peuvent inclure des fonds d'immobilisation. Aux fins de l'enquête, on ne fait pas de distinction entre les dépenses courantes et les immobilisations dans le cas des paiements extra-muros, car l'organisme déclarant ne connaît pas toujours l'utilisation détaillée des fonds avant d'avoir reçu le dernier état comptable.

Plus de la moitié des activités de R.-D. en sciences humaines financées par l'administration fédérale sont exercées à l'extérieur du gouvernement. Dans le cas des activités scientifiques connexes pour 1975-76, 33% d'entre elles sont des activités internes. Si l'on exclut les dépenses 1975-76 \$111.9 million de Statistique Canada (le plus important des exécutants d'activités scientifiques connexes entièrement internes) 32% des dépenses restantes constituent des paiements versés à d'autres secteurs.

TABLE 2.2. Current Expenditures, by Sector of Performance and Activity, 1975-76

TABEAU 2.2. Dépenses courantes, par secteur d'exécution et par activité, 1975-76

Sector of performance Secteur d'exécution	R & D R.-D.	Related scientific activities Activités scientifiques connexes	Total
	millions of dollars - millions de dollars		
Intramural(1) - Intra-muros(1)	53.1	193.7	246.9
Canadian business enterprises - Entreprises commerciales canadiennes ..	8.4	4.4	12.8
Canadian universities - Universités canadiennes	22.6	17.6	40.2
Canadian non-profit institutions - Organismes canadiens à but non lucratif	11.5	3.9	15.4
Provincial and municipal governments - Administrations provinciales et municipales	5.0	2.4	7.5
Other Canadian performers - Autres exécutants canadiens	2.1	0.9	3.0
Foreign performers - Secteur étranger	15.5	9.4	24.9
Total	118.2	232.3	350.5

(1) includes administration costs of extramural programs. - Comprend les frais d'administration des programmes extra-muros.

Canadian universities receive the greatest portion of the extramural funding in the human sciences, \$40.2 million in 1975-76, more than half of which will be for R & D. Funds for R & D include grants, \$14.3 million; research fellowships, \$5.6 million; and contracts, \$2.7 million. Canadian non-profit institutions are also major performers of federally funded R & D, receiving \$10.8 million in grants. The principal source of research grant funds in the university sector is the Canada Council; in the non-profit institutions sector, the Central Mortgage and Housing Corporation, the Privy Council Office and the Department of National Health and Welfare.

A substantial portion of extramural funding in the human sciences is in the foreign sector, 24% of the total 1975-76 extramural payments. This represents primarily the expenditures of the Canada Council, the International Development Research Centre and the Canadian International Development Agency, which together account for virtually all of the funding in this area. Canada Council funds shown in the foreign sector actually represent support to Canadian citizens and landed immigrants for study abroad (\$3.7 million in 1975-76).

Canadian business enterprises will receive \$12.8 million for human science activities in 1975-76, 12% of the total extramural payments. R & D contracts total \$8.2 million; operations and policy studies and general purpose data collection will each account for an additional \$1.6 million. Unlike the natural sciences there are no established large grant programs to industry for human science activities. Most of the support, therefore, is in the form of contract work for mission-oriented departments. The principal sources of funds are: the Ministry of Transport (\$3.4 million in 1975-76), the Canadian Transport Commission (\$1.1 million) and the Canadian Broadcasting Corporation (\$1.0 million).

Provincial and municipal governments will receive \$4.7 million in R & D grants for the human sciences in 1975-76, \$3.6 million from the Income Security and Social Assistance Program of the Department of National Health and Welfare. Data collection is the second most important activity funded in this sector with 1975-76 payments of \$1.3 million, mostly from Environment and Indian Affairs and Northern Development.

The sector "Other Canadian" was identified separately for the first time in this survey. In previous years the data were reported in the non-profit institutions sector. Thus there has been a decline in the amounts for the latter sector shown in this survey as compared to previous surveys. Reported payments to other Canadian performers for 1975-76 are \$3.0 million, of which \$2.1 million will be for R & D. No one department reported a large amount of funding for this sector; rather it is distributed over a number of departments.

Intramural activities account for 70% of the current expenditure total, 45% of R & D and 83% of the related activities. As indicated earlier the high percentage for the related activities is due primarily to the inclusion of the entire Statistics Canada budget; almost all of the National Library budget is also included. But intramural human science activities are widely distributed throughout the government. Sixteen departments will spend more than \$1.0 million on intramural R & D activities in 1975-76, and 18 will spend more than \$1.0 million on related activities.

Les universités canadiennes ont reçu la plus grande partie des fonds affectés aux activités extra-muros en sciences humaines, soit \$40.2 millions en 1975-76, dont plus de la moitié servira à la R.-D. Les fonds affectés à la R.-D. comprennent des subventions (\$14.3 millions), des bourses de recherche, (\$5.6 millions) des contrats (\$2.7 millions). Les organismes canadiens à but non lucratif sont également d'importants exécutants de la R.-D. financée par l'administration fédérale; en effet, ils ont reçu \$10.8 millions de subventions. Le Conseil des Arts du Canada est la principale source de subventions de recherche dans le secteur des universités, alors que les organismes canadiens à but non lucratif reçoivent des subventions de la Société centrale d'hypothèques et de logement, du Bureau du Conseil privé et du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le secteur étranger reçoit une partie importante des fonds affectés aux activités extra-muros en sciences humaines, soit 24 % du total des paiements extra-muros pour 1975-76. Cette proportion comprend principalement les dépenses du Conseil des Arts du Canada, du Centre de recherches pour le développement international et de l'Agence canadienne de développement international qui, ensemble, financent presque toutes les activités dans ce secteur. Les fonds affectés par le Conseil des Arts au secteur étranger représentent l'aide accordée à des citoyens canadiens et à des immigrants reçus pour des études à l'étranger (\$3.7 millions en 1975-76).

Les entreprises commerciales canadiennes recevront \$12.8 millions pour des activités en sciences humaines en 1975-76, soit 12 % du total des paiements extra-muros. Les contrats de R.-D. totalisent \$8.2 millions; les études d'opérations et de politiques et la collecte de données générales représentent chacun \$1.6 millions. Contrairement à ce qui existe dans le cas des sciences naturelles, on n'a pas établi de programmes importants de subventions à l'industrie pour les activités en sciences humaines. La majeure partie de l'aide se présente donc sous forme de contrats adjugés aux ministères qui font de la recherche thématique. Les principales sources des fonds sont le ministère des Transports (\$3.4 millions en 1975-76), la Commission canadienne des transports (\$1.1 million) et la Société Radio-Canada (\$1.0 million).

Les administrations provinciales et municipales recevront \$4.7 millions de subventions de R.-D. au titre des sciences humaines en 1975-76, dont \$3.6 millions dans le cadre du Programme de sécurité de revenu et d'assistance sociale du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. La collecte de données constitue la seconde activité la plus importante dans ce secteur; en 1975-76, elle est intervenue pour \$1.3 million provenant surtout du ministère de l'Environnement et du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Pour la première fois, on a identifié séparément le secteur "autres exécutants canadiens" dans cette enquête. Au cours des années précédentes, les données étaient déclarées sous la rubrique "organismes à but non lucratif". C'est pourquoi on constate dans l'enquête actuelle une diminution des montants dans ce dernier secteur par rapport aux enquêtes précédentes. Les paiements versés aux autres exécutants canadiens pour 1975-76 se chiffrent à \$3.0 millions, dont \$2.1 millions serviront à la R.-D. Dans ce secteur, aucun ministère à lui seul n'a déclaré des sommes importantes; les fonds sont plutôt répartis entre plusieurs ministères.

Les activités intra-muros représentent 70 % des dépenses courantes totales, dont 45 % au titre de la R.-D. et 83 % au titre des activités connexes. Comme on l'indique plus haut, le pourcentage élevé des dépenses au titre des activités connexes est principalement attribuable à l'inclusion du budget entier de Statistique Canada. La presque totalité du budget de la Bibliothèque nationale est également comprise. Pour leur part, les activités intra-muros en sciences humaines sont réparties à tous les niveaux de l'administration. Seize ministères consacreront plus de \$1.0 million aux activités de R.-D. intra-muros en 1975-76 et 18 autres, plus de \$1.0 million aux activités connexes.

Regional Distribution of Payments to Extramural Performers
Répartition régionale des sommes versées aux exécutants extra-muros



(1) Includes provincial and municipal governments.

(1) Comprend les administrations provinciales et municipales.

Regional Distribution of Expenditures

Respondents were asked to provide a regional distribution of their intramural and extramural current expenditures on human science activities for fiscal years 1973-74 and 1974-75. Data were not requested for 1975-76 since information of this nature, particularly for extramural payments, is extremely difficult to project.

Table 7 of the Statistical Tables presents the results of this inquiry. As can be seen from this table, human science intramural activities are heavily concentrated in the national capital region where most of the respondent departments have their headquarters. The distribution of extramural payments is, however, more varied. Chart 2 summarizes this distribution.

Ontario, Quebec and the national capital region receive the bulk of the extramural payments in 1974-75 together accounting for 67% of the reported expenditures, 27%, 21% and 19% individually. Quebec (excluding Hull) received \$11.0 million in extramural payments, plus \$2.4 million in intramural activities. Of this, \$8.6 million went to universities and non-profit institutions, and \$1.3 million to business enterprises. Ontario (excluding Ottawa) was the major recipient of extramural funds with universities and non-profit institutions receiving \$11.8 million, and \$1.6 million for business enterprises. Universities and non-profit institutions in the Atlantic region received \$2.2 million. Universities and non-profit institutions in the western provinces received \$7.1 million, and provincial and municipal governments \$1.6 million.

Répartition régionale des dépenses

On a demandé aux enquêtés de fournir une répartition régionale de leurs dépenses intra-muros et extra-muros au titre des activités en sciences humaines pour les années financières 1973-74 et 1974-75. On n'a pas exigé de données pour 1975-76, car il est très difficile de faire des projections de ce genre, surtout dans le cas des dépenses extra-muros.

Le tableau 7 des Tableaux statistiques présente les résultats de cette répartition. Comme on peut le constater, les activités intra-muros en sciences humaines sont fortement concentrées dans la région de la capitale nationale où la plupart des ministères enquêtés ont leur siège. La répartition des paiements extra-muros est cependant plus variée. Le graphique 2 en présente le sommaire.

L'Ontario, le Québec et la région de la capitale nationale ont reçu la plus grande partie des paiements extra-muros en 1974-75, représentant ensemble 67 % des dépenses déclarées, soit 27 %, 21 % et 19 % respectivement. Le Québec (sauf Hull) a reçu \$11.0 millions de paiements extra-muros, plus \$2.4 millions au titre des activités intra-muros. De cette somme, \$8.6 millions ont été versés aux universités et aux organismes à but non lucratif et \$1.3 million, aux entreprises commerciales. L'Ontario (sauf Ottawa) a reçu le plus de fonds extra-muros, \$11.8 millions pour les universités et les organismes à but non lucratif et \$1.6 millions pour les entreprises commerciales. Les universités et les organismes à but non lucratif de la région de l'Atlantique ont reçu \$2.2 millions. Dans les provinces de l'Ouest, les universités et les organismes à but non lucratif ont reçu \$7.1 millions et les administrations provinciales et municipales, \$1.6 millions.

HUMAN SCIENCE ACTIVITIES

ACTIVITÉS EN SCIENCES HUMAINES

General

The survey measures the resources of the federal government devoted to research and development (R & D) and related activities in the human sciences. R & D is the principal activity being measured; although important in their own right, the related activities are included primarily to provide a more precise measure of R & D. These activities can precede, complement or extend R & D work and are often, therefore, confused with it. If these alternate classifications were not available, the estimates for R & D would probably be higher than currently reported. Table 3.1 shows the distribution of expenditures by activity for 1975-76 and Table 3.2 the distribution by number.

Généralités

L'enquête mesure les ressources consacrées par l'administration fédérale à la recherche et au développement (R.-D.) et aux activités connexes en sciences humaines. La R.-D. est la principale composante à l'étude; bien qu'elles aient leur importance, les activités connexes sont retenues surtout afin de fournir une mesure plus précise de la R.-D. Ces activités peuvent précéder, compléter ou poursuivre les travaux de R.-D. et c'est pourquoi elles y sont souvent assimilées. Si ces autres classifications n'étaient pas disponibles, les estimations de la R.-D. seraient probablement plus élevées qu'elles ne le sont maintenant. Le tableau 3.1 indique la répartition des dépenses par activité pour 1975-76 et le tableau 3.2, le nombre d'enquêtés.

TABLE 3.1. Current Expenditures on Human Science Activities(1)

TABLEAU 3.1. Dépenses courantes au titre des activités en sciences humaines(1)

Activity - Activité	1970-71 ^F	1971-72 ^F	1972-73 ^F	1973-74 ^F	1974-75 ^D	1975-76 ^D
	millions of dollars - millions de dollars					
Research and development - Recherche et développement	41.8	51.5	59.9	74.1	101.2	118.2
Education support - Aide à l'éducation	14.5	14.3	13.1	14.9	17.6	18.9
General purpose data collection - Collecte de données générales	55.6	88.2	79.1	88.4	109.1	128.7
Information services - Services d'information	10.4	13.2	17.2	25.7	32.4	39.2
Economic and feasibility studies - Études économiques et de faisabilité	(2)	(2)	(2)	3.5	4.6	4.8
Operations and policy studies - Études d'opérations et de politiques	10.7	14.2	31.5	29.9	37.1	40.6
Total	133.1	181.3	200.7	236.5	301.9	350.5

(1) Data include administration costs of extramural programs. - Les données comprennent les frais d'administration des programmes extra-muros.

(2) Not collected before 1973-74. - Données non recueillies avant 1973-74.

TABLE 3.2. Number of Departments and Agencies reporting Human Science Activities for 1975-76

TABLEAU 3.2. Nombre de ministères et organismes ayant déclaré des activités en sciences humaines, 1975-76

Activity - Activité	Number of respondents - Nombre de répondants	In-house - Activités internes	Extramural - Activités extra-muros
Research and development - Recherche et développement	40	31	33
Education support - Aide à l'éducation	13	4	10
General purpose data collection - Collecte de données générales	31	28	14
Information services - Services d'information	31	27	12
Economic and feasibility studies - Études économiques et de faisabilité	12	8	8
Operations and policy studies - Études d'opérations et de politiques ..	38	34	17
Total	50	49	38

Research and Development

Research and development is defined as creative work undertaken on a systematic basis towards the acquisition of new knowledge about man, his actions and his institutions, and the application of this knowledge in new ways. New knowledge involves the integration of newly acquired information into existing hypotheses, the formulation and testing of new hypotheses or the re-evaluation of existing observations. Thus an R & D project would be characterized by a substantial element of uncertainty, novelty and innovation.

For this survey, departments are asked to detail their R & D expenditures by type of activity: in-house, contracts, grants, research fellowships and administration costs of extramural R & D programs. The distribution by activity is presented in Table 3.3; in-house and administration of extramural programs are combined in column one as "intramural". In-house R & D expenditures are detailed separately in Table 3.4. The definitions of these activities as used in the survey follow:

In-house R & D - R & D performed by personnel of the reporting program. It may include R & D carried out on behalf of another program and covered by a transfer of funds.

R & D contracts - Funds expended for R & D to meet the needs and objectives of the contracting program, generally on the initiative of the contracting program, which also defines the terms and objectives of the work and requires accountability for the funds expended.

R & D grants - Awards to individuals or institutions to support R & D projects in the human sciences. Funds are normally budgeted as "grants and contributions" and distributed under established programs (e.g., Canada Council grants) on application by the performer.

R & D fellowships - Awards to support the research training of individuals, normally at the graduate or post-graduate level (e.g., Post-doctoral fellowships). Awards intended primarily for the support of the academic training of the recipients are reported under the activity "education support".

R & D is the principal human science activity funded by federal departments in the extramural sector. It accounts for 63% of the estimated extramural payments for 1975-76. The Canada Council is the major source of funds, with payments of \$12.5 million to the Canadian university sector in 1975-76 (This includes leave and research fellowships as well as R & D grants). The Canadian International Development Agency supports international R & D activities through its contributions to international agencies. The amounts reported are the proportion of the total contributions to these agencies estimated to be in support of research rather than amounts actually earmarked for R & D. The Department of National Health and Welfare provides funds for R & D in welfare related subjects, drug abuse and fitness and sport participation and activities, as well as R & D related to health needs, health planning and the utilization of health services and health care facilities. R & D projects are supported primarily in Canadian universities and non-profit institutions, with estimated payments of \$4.1 million and \$2.4 million respectively in 1975-76. An additional \$3.7 million in R & D grants will be provided to provincial governments through the Income Security and Social Assistance Program of National Health and Welfare.

Recherche et développement

La recherche-développement est considérée comme un travail systématique de création visant à l'acquisition de nouvelles connaissances sur l'homme, son comportement et ses institutions, et à de nouvelles applications de ces connaissances. L'acquisition de connaissances nouvelles englobe l'intégration de renseignements nouveaux à des hypothèses existantes, la formulation et la mise à l'essai de nouvelles hypothèses ou la réévaluation d'observations existantes. Ainsi, un projet de R.-D. présente un important élément d'incertitude, de nouveauté et d'innovation.

Aux fins de cette enquête, on a demandé aux ministères de détailler leurs dépenses au titre de la R.-D. par genre d'activité: activités intra-muros, contrats, subventions, bourses de recherche et frais d'administration des programmes de R.-D. extra-muros. La répartition par activité est présentée au tableau 3.3; les activités intra-muros et l'administration des programmes extra-muros sont combinés dans la colonne 1 sous "activités intra-muros". Les dépenses de R.-D. interne sont détaillées séparément au tableau 3.4. Voici la définition de ces activités aux fins de l'enquête:

R.-D. interne - Il s'agit de la R.-D. exécutée par le personnel du programme déclarant. Elle peut comprendre la R.-D. effectuée pour un autre programme et faisant l'objet d'un transfert de fonds.

Contrats de R.-D. - Fonds dépensés en vue de faire exécuter les travaux de R.-D. nécessaires pour répondre aux besoins et pour atteindre les objectifs du programme contractant, généralement suivant l'initiative de ce dernier. C'est habituellement le programme déclarant qui détermine les conditions et les objectifs du travail et qui exige une comptabilité des fonds dépensés.

Subventions de R.-D. - Subventions accordées à des particuliers ou à des institutions en vue d'appuyer des projets de R.-D. en sciences humaines. Les fonds figurent habituellement au budget sous la rubrique "subventions et contributions" et sont répartis suivant des programmes établis (par exemple, les subventions du Conseil des Arts du Canada) à la demande du secteur d'exécution.

Bourses de recherche - Bourses accordées en vue de financer la formation de particuliers en matière de recherche, habituellement au niveau universitaire ou postuniversitaire (par ex., bourses postdoctorales). Les bourses destinées principalement à financer la formation universitaire des bénéficiaires sont déclarées sous la rubrique "aide à l'éducation".

La R.-D. constitue l'activité principale financée par les ministères fédéraux dans le secteur extra-muros. Elle intervient pour 63 % dans les paiements extra-muros estimatifs pour 1975-76. Le Conseil des Arts du Canada est la principale source des fonds à cet égard; il versera \$12.5 millions aux universités canadiennes en 1974-75. (Ces dépenses comprennent des bourses de perfectionnement et de recherche ainsi que des subventions de R.-D.). L'Agence canadienne de développement international appuie les activités internationales de R.-D. en versant des contributions aux organismes internationaux. Les sommes déclarées représentent la proportion des contributions totales versées à ces organismes qui s'applique directement à la recherche plutôt que les sommes réservées à la R.-D. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social fournit des fonds de R.-D. dans des domaines liés au bien-être, à l'abus des drogues, à la santé, à la participation aux sports et aux activités sportives. Ce ministère appuie également la R.-D. en matière de besoins sanitaires, de planification sanitaire et d'utilisation des services et des installations sanitaires. Les projets de R.-D. sont financés principalement dans les universités canadiennes et les organismes à but non lucratif qui recevront \$4.1 millions et \$2.4 millions respectivement (estimation) en 1975-76. Les administrations provinciales bénéficieront de subventions de R.-D. d'une valeur supplémentaire de \$3.7 millions dans le cadre de programmes de sécurité de revenu et d'assistance sociale au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

TABLE 3.3. Major Sources of Funds for Research and Development, 1975-76

TABLEAU 3.3. Principales sources des fonds affectés à la recherche-développement, 1975-76

Department or agency — Ministère ou organisme	Intramural(1) — Activités intra-muros(1)	Contracts(2) — Contrats(2)	Grants — Subven- tions	Research fellowships — Bourses de recherche	Total
millions of dollars - millions de dollars					
National Health and Welfare - Santé nationale et Bien-être social	4.1	0.7	9.6	0.9	15.3
Canada Council - Conseil des Arts du Canada	1.0	-	7.9	4.6	13.4
Canadian International Development Agency - Agence canadienne de développement international	0.3	-	8.7	0.3	9.3
International Development Research Centre - Centre de recherches pour le développement international	1.5	-	6.5	-	8.0
Transport - Transports	1.3	3.9	0.6	--	5.8
Privy Council Office - Bureau du Conseil privé	1.6	0.3	3.5	-	5.4
Central Mortgage and Housing Corporation - Société centrale d'hypothèques et de logement	1.0	-	3.6	-	4.5
Economic Council - Conseil économique	4.3	0.1	-	-	4.4
Urban Affairs - Affaires urbaines	1.4	0.6	2.1	-	4.0
Public Service Commission - Commission de la Fonction publique	3.9	0.2	-	-	4.1
Other - Autres	35.0	7.8	3.4	--	46.2
Total	55.4	13.5	45.7	5.8	120.5

(1) Includes administration costs of extramural programs. - Comprend les frais d'administration des programmes extra-muros.

(2) Intramural contracts included in the first column. - Les contrats intra-muros sont inclus dans la première colonne.

The Privy Council Office supports the research activities of the Institute for Research on Public Policy through an annual grant. It also provides grants to women's organizations. The International Development Research Centre provides grants to researchers in developing countries for R & D relevant to the problems of those countries. The Ministry of State for Urban Affairs and the Central Mortgage and Housing Corporation support R & D in the areas of housing needs and urban problems.

Contract R & D in the human sciences is principally conducted in the Canadian business enterprises sector, with payments of \$8.2 million expected in 1975-76. The Ministry of Transport is by far the largest contractor to business enterprises with expenditures of \$3.2 million estimated for 1975-76, more than five times the amount allocated by any other department. An additional \$2.7 million in contracts will go to Canadian universities and \$1.5 million to other Canadian performers.

In 1975-76 R & D grant funds of \$14.3 million will go to Canadian universities, \$10.8 million to Canadian non-profit institutions, and \$15.2 million to foreign performers (principally in developing countries).

Intramural expenditures for R & D include the conduct of research in-house as well as the administration costs of extramural R & D programs. In-house activities are summarized in Table 3.4. Administration costs of extramural programs, reported only when separately identifiable, will account for \$5.9 million in 1975-76. R & D activities represent 16% of the intramural current expenditures for 1975-76.

Le Bureau du Conseil privé appuie les activités de recherche de l'Institut de recherches politiques en lui accordant une subvention annuelle. Il verse également des subventions aux organismes pour femmes. Le Centre de recherches pour le développement international subventionne, pour sa part, les chercheurs dans les pays en voie de développement des travaux de R.-D. qui ont trait aux problèmes de ces pays. Le ministère d'État aux Affaires urbaines et la Société centrale d'hypothèques et de logement financent la R.-D. se rapportant aux besoins en logements et aux problèmes urbains.

La R.-D. sous contrat en sciences humaines se fait surtout dans le secteur des entreprises commerciales canadiennes. On prévoit que ces dernières recevront \$8.2 millions en 1975-76. Le ministère des Transports est de loin le plus important adjudicateur de contrats aux entreprises commerciales; on évalue ses dépenses à ce titre à \$3.2 millions en 1975-76, soit plus de cinq fois la somme dépensée par tout autre ministère. Un montant supplémentaire de \$2.7 millions est destiné aux universités canadiennes et \$1.8 millions, aux autres exécutants canadiens.

Les universités canadiennes recevront \$14.3 millions de subventions de R.-D. en 1975-76, les organismes canadiens à but non lucratif, \$10.8 millions et le secteur étranger, surtout dans les pays en voie de développement, \$15.2 millions.

Les dépenses intra-muros au titre de la R.-D. comprennent la recherche interne et les frais d'administration des programmes de R.-D. extra-muros. Les activités intra-muros sont présentées sommairement au tableau 3.4. Les frais d'administration des programmes extra-muros, déclarés seulement lorsqu'il est possible de les identifier séparément, représenteront \$5.9 millions en 1975-76. Les activités de R.-D. interviennent pour 16 % dans les dépenses intra-muros courantes pour 1975-76.

In-house R & D is usually in direct support of the programs and objectives of a department. The Public Service Commission carries out R & D in personnel psychology, including projects in such areas as job satisfaction, work performance and employee attitudes. Work is also being done on problems related to language training, such as the psychology of learning in adults, linguistics and psycho-linguistics. The Economic Council is engaged in policy oriented R & D on national economic developments and problems, the results of which are published in its Annual Review. R & D activities at the Bank of Canada are also concerned with the analysis of economic developments, prospects and processes. Statistics Canada conducts R & D related to its general statistical responsibilities covering such areas as econometrics, statistics and data base development.

La R.-D. interne est habituellement effectuée à l'appui direct des programmes et des objectifs d'un ministère. La Commission de la Fonction publique effectue des travaux de R.-D. en psychologie du personnel, dans des domaines tels que la satisfaction dans l'emploi, le rendement au travail et les attitudes des employés. On effectue aussi des travaux sur les problèmes ayant trait à la formation linguistique, tels que la psychologie de l'apprentissage chez les adultes, la linguistique et la psycholinguistique. Le Conseil économique a entrepris des travaux de R.-D. orientés vers les politiques de développement économique et les problèmes qui s'y rapportent, et les résultats sont publiés chaque année dans l'Exposé annuel. Les activités de R.-D. de la Banque du Canada portent également sur l'analyse de l'évolution des perspectives et des processus économiques. Statistique Canada exécute des travaux de R.-D. liés à ses responsabilités statistiques générales notamment l'économétrie, la statistique et l'élaboration de bases de données.

TABLE 3.4. Major Performers of In-house Research and Development(1)

TABLEAU 3.4. Principaux exécutants de recherche-développement interne(1)

Department or agency — Ministère ou organisme	1973-74 ^r	1974-75 ^p	1975-76 ^p
	millions of dollars — millions de dollars		
Public Service Commission — Commission de la Fonction publique	4.3	6.5	3.8
National Museums — Musées nationaux	2.8	3.4	3.8
Economic Council — Conseil économique	2.8	3.2	3.6
National Health and Welfare — Santé nationale et Bien-être social	1.2	2.9	3.4
Statistics Canada — Statistique Canada	2.0	2.4	3.0
Indian Affairs and Northern Development — Affaires indiennes et Nord canadien	1.9	2.3	2.7
Justice	2.0	2.4	2.7
Bank of Canada — Banque du Canada	1.9	2.2	2.7
Manpower and Immigration — Main-d'oeuvre et Immigration	1.6	2.0	2.3
Labour — Travail	1.6	1.7	2.0
Consumer and Corporate Affairs — Consommation et Corporations	1.4	1.7	2.0
Other — Autres	8.8	12.3	13.8
Total	32.3	43.0	45.7

(1) Current expenditures. — Dépenses courantes.

In-house R & D at the Department of National Health and Welfare centers on problems of health care and social welfare, primarily the latter, including socio-economic R & D and model building. The Parks Canada Program of the Department of Indian Affairs and Northern Development conducts archeological and historical R & D in support of its objective to preserve, restore and operate sites of importance in Canadian history. The National Museums of Canada through the National Museum of Man is also engaged in R & D in the human sciences.

Les travaux de R.-D. interne du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social sont axés sur les problèmes des soins sanitaires et du Bien-être social (surtout sur ces derniers) notamment la R.-D. socio-économique et la mise au point de modèles. Parcs Canada, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, poursuit de la R.-D. en archéologie et en histoire dans le but d'atteindre ses objectifs de conservation, de restauration et d'exploitation des lieux historiques de valeur au Canada. Les Musées nationaux du Canada, par l'entremise du Musée national de l'homme, effectuent également de la R.-D. en sciences humaines.

Research undertaken by the Department of Justice includes the CADEPOL project (computer assisted drafting, editing and publishing of legislation) the JURIVOC project (development of a Canadian bilingual legal vocabulary, Shared Information Service) a law information retrieval project, as well as studies on frustration and violence in society and continuing research into Canadian law with a view to making recommendations on modernization and reform.

Les recherches entreprises par le ministère de la Justice comprennent le projet CADEPOL (rédaction, vérification et publication de lois à l'aide d'ordinateurs), le projet JURIVOC (établissement d'un vocabulaire juridique canadien bilingue) et le Service commun de renseignements (système de consultation rapide d'information juridique) ainsi que des études sur la frustration et la violence dans la société. Ce ministère poursuit également des recherches sur le droit canadien en vue de faire des propositions sur son amélioration, sa modernisation et sa réforme.

The Economics and Research Branch of the Department of Labour conducts a comprehensive program of R & D in the various aspects of labour economics and industrial relations. At Manpower and Immigration in-house R & D is related to departmental activities and policy development. Research and development on consumer behavior and consumer problem areas as well as the structure, conduct and performance of business activities in Canada is carried out by the Department of Consumer and Corporate Affairs.

Education Support

In this limited context of this survey education support consists of awards to individuals or institutions intended to support the advanced education (beyond the Bachelor's degree level) of students in the human sciences. Awards intended to support the research activities of individuals are reported as R & D, either as R & D grants or research fellowships, as appropriate.

Federal government payments for education in the human sciences come primarily from three departments, which together account for 77% of the reported 1975-76 expenditures for this activity. The Canada Council is the principal source of funds for this activity. Of the 1975-76 Canada Council human science expenditures 36% are for education support. This includes doctoral fellowships; grants for visiting scholars, and grants to foreign students for advanced study in Canada. Of the funds for doctoral fellowships \$3.7 million will be used for study abroad. The Secretary of State Department provides funds for training in languages and linguistics related to second language teaching. The Department of National Health and Welfare supports students in studies related to problems of health and welfare.

La Direction de l'économie et des recherches du ministère du Travail poursuit un vaste programme de R.-D. sur les divers aspects de l'économie du travail et des relations industrielles. Au ministère de la Main-d'oeuvre et de l'immigration, la R.-D. interne a trait aux activités ministérielles à l'élaboration des politiques. Le ministère de la Consommation et des Corporations poursuit des travaux de R.-D. sur le comportement et les problèmes du consommateur ainsi que sur la structure, l'exercice et le rendement des activités commerciales au Canada.

Aide à l'éducation

Dans le contexte limité de cette enquête, l'aide à l'éducation comprend les subventions accordées à des particuliers et à des institutions en vue de favoriser les études supérieures (au-delà du baccalauréat) en sciences humaines. Les subventions destinées à financer les activités de recherche de particuliers sont déclarées comme de la R.-D. (soit sous forme de subventions de R.-D., soit sous forme de bourses de recherche, selon le cas).

Les déboursés de l'administration fédérale pour l'éducation en sciences humaines proviennent principalement de trois ministères, qui représentent ensemble 77 % des dépenses de 1975-76 déclarées au titre de cette activité. Le Conseil des Arts du Canada est la principale source des fonds pour cette activité. Pour 1975-76, 36 % des dépenses du Conseil des Arts du Canada en sciences humaines sont destinées à l'aide à l'éducation. Parmi ces dépenses figurent des bourses de doctorat et des subventions aux professeurs invités et aux étudiants étrangers pour des études supérieures au Canada. Du montant consacré aux bourses de doctorat, \$3.7 millions sont destinés aux études à l'étranger. Le Secrétariat d'État finance la formation en langues et en linguistique qui se rapporte à l'enseignement de la langue seconde. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social vient en aide aux étudiants de matières portant sur les problèmes de la santé et du bien-être.

TABLE 3.5. Major Sources of Funds for Education Support(1)

TABLEAU 3.5. Principales sources des fonds affectés à l'aide à l'éducation(1)

Department or agency — Ministère ou organisme	1973-74 ^c	1974-75 ^p	1975-76 ^p
	millions of dollars - millions de dollars		
Canada Council - Conseil des Arts du Canada	9.9	10.1	10.6
National Health and Welfare - Santé nationale et Bien-être social	1.5	1.6	1.6
Secretary of State - Secrétariat d'État	1.0	1.2	1.5
Other - Autres	1.8	3.8	4.1
Total	14.2	16.7	17.8

(1) Current expenditures. Excludes the administration costs of extramural programs. - Dépenses courantes. Ne comprend pas les frais d'administration des programmes extra-muros.

General Purpose Data Collection

General purpose data collection is the routine gathering, processing, collating and analysing of information on human phenomena. Data collection which is part of an R & D project is included in the R & D activity, while data collection primarily for internal administrative purposes is not covered in this survey. For the federal government data collection is almost entirely an intramural activity. In-house data collection accounts for 96% of the total data collection expenditures in 1975-76. These expenditures are also almost entirely concentrated in one department, Statistics Canada.

Collecte de données générales

La collecte de données générales est le rassemblement, le traitement, l'arrangement et l'analyse routinières de données sur les phénomènes humains. La collecte de données dans le cadre d'un programme de R.-D. est considérée comme une activité de R.-D., alors que la collecte de données principalement pour l'administration interne ne fait pas l'objet de cette enquête. Au sein de l'administration fédérale, la collecte de données est presque entièrement une activité intra-muros. La collecte interne de données représente 96 % du total des dépenses au titre de cette activité en 1975-76. C'est Statistique Canada qui reçoit la presque totalité des fonds à ce titre.

Statistics Canada, as the central statistical agency for Canada, collects and provides statistical information needed for understanding the Canadian economy and institutions and for the development of economic and social policies and programs. Thus, the primary purpose of Statistics Canada activities is the provision of information. These activities also provide essential data for human science R & D activities, particularly economics and demography. For this reason, general purpose data collection is considered relevant to a survey of the human sciences. It is important to keep in mind, however, that the data collection of agencies such as Statistics Canada exists primarily for other purposes than its research utility.

En tant que principal organisme statistique du Canada, Statistique Canada recueille et fournit les données statistiques nécessaires à la compréhension de l'économie et des institutions canadiennes et à l'élaboration des politiques et des programmes économiques et sociaux. Ainsi, son objectif principal est de fournir des renseignements, dont des données essentielles sur les activités de R.-D. en sciences humaines, en particulier dans le domaine de l'économie et de la démographie. C'est pourquoi on considère que la collecte de données générales est pertinente à une enquête sur les sciences humaines. Toutefois, il est important de se rappeler que la collecte de données par des organismes comme Statistique Canada sert d'abord à d'autres fins que la recherche.

TABLE 3.6. Major Sources of Funds for General Purpose Data Collection(1)

TABLEAU 3.6. Principales sources des fonds affectés à la collecte de données générales(1)

Department or agency - Ministère ou organisme	1973-74 ^r	1974-75 ^p	1975-76 ^p
	millions of dollars - millions de dollars		
Statistics Canada - Statistique Canada	72.2	90.4	107.3
External Affairs - Affaires extérieures	3.1	3.1	3.8
Central Mortgage and Housing Corporation - Société centrale d'hypothèques et de logement	0.5	1.0	2.0
Environment - Environnement	2.2	1.8	2.0
Canadian Broadcasting Corporation - Société Radio-Canada	1.4	1.5	1.7
National Health and Welfare - Santé nationale et Bien-être social	1.7	2.3	1.7
National Museums - Musées nationaux	1.0	1.3	1.5
Labour - Travail	1.3	1.3	1.3
Other - Autres	4.9	6.2	7.3
Total	88.3	108.9	128.6

(1) Current expenditures. Excludes the administration costs of extramural programs. - Dépenses courantes. Ne comprend pas les frais d'administration des programmes extra-muros.

Information Services

In previous years this activity was called "scientific information". As defined for the survey, this encompasses all services intended to provide information of potential use in another scientific activity. Included are such activities as library, archival, abstraction, translation, and specialized information retrieval services; referral, advisory and clearing house services; conferences, publications and films for general scientific information dissemination.

This activity represents 11% of the reported 1975-76 current expenditures. Since 1970-71, when it accounted for 8% of the current total, expenditures for information services have almost quadrupled. Four departments are responsible for 75% of the reported total: National Library, International Development Research Centre, Public Archives and Canada Council.

For 1975-76 at the National Library a great deal of emphasis will be placed on making all the Library's collections available in both official languages through the use of computer systems. The National Library will continue to work towards the development and promulgation of standards which will allow bibliographic systems

Services d'information

Dans le passé, cette activité s'appelait "information scientifique". Aux fins de l'enquête, cela englobe tous les services destinés à fournir des renseignements qui pourraient s'avérer utiles dans une autre activité scientifique. Citons, par exemple les services de bibliothèque, d'archives, de dépouillement de textes, de traduction et les services spécialisés de consultation de renseignements; les services de référence et de consultation et les centres de renseignements; les conférences, les publications et les films visant à diffuser des données scientifiques d'ordre général.

Cette activité représente 11 % des dépenses courantes déclarées pour 1975-76. Depuis 1970-71, alors qu'elles comptaient pour 8 % dans le total courant, les dépenses au titre des services d'information ont presque quadruplé. Quatre ministères contribuent pour 75 % au total déclaré: la Bibliothèque nationale, le Centre de recherches pour le développement international, les Archives publiques et le Conseil des Arts du Canada.

En 1975-76, la Bibliothèque nationale s'efforcera de rendre toutes ses collections disponibles dans les deux langues officielles au moyen de systèmes d'ordinateur. Elle continuera d'élaborer et de publier des normes qui permettront aux systèmes bibliographiques de communiquer à l'échelle internationale. La Bibliothèque nationale et les bibliothèques universitaires du

to communicate on an international scale. The Library and the university libraries of Quebec will be involved with the important Ontario Universities Co-operative Library System. The Library is also involved in a continent-wide program for the shared computer control of library serials. The project is known as CONSER and includes all three National Libraries of the United States as well as most major American university libraries.

The International Development Research Centre provides extensive information services in both the natural and human sciences through its Information Science Division. This includes library and related information services, a scientific publication program and the establishment of international systems for development information. Information activities in developing nations are also supported.

The Public Archives is the official repository for records of the Government of Canada which have permanent value and the chief repository for Canadian historical materials which have national significance. The department acquires, organizes and preserves historical material relating to the history of Canada for the use of government officials, scholars, writers and others.

The Canada Council funds information activities in Canadian universities with publication grants for specialized journals and block grants to the Humanities Research Council of Canada and the Social Science Research Council for the publication of scholarly manuscripts and for the support of attendance at the annual meetings of the Canadian Learned Societies.

Québec participeront à l'important Système coopératif des bibliothèques universitaires de l'Ontario. La Bibliothèque travaille également dans le cadre d'un programme de contrôle informatisé partagé des publications en série des bibliothèques à l'échelle du continent. Le projet est connu sous le nom de CONSER et regroupe les trois bibliothèques nationales des États-Unis et la plupart des grandes bibliothèques universitaires des États-Unis.

Le Centre de recherches pour le développement international fournit des services d'information importants tant dans le domaine des sciences naturelles que dans celui des sciences humaines et ce, par le truchement de sa Division des sciences de l'information. Ces activités comprennent les services de bibliothèque et de renseignements connexes, un programme de publication scientifique et l'établissement de systèmes internationaux d'information sur le développement. Le Centre appuie également les activités d'information dans les pays en voie de développement.

Les Archives publiques sont le centre de conservation officiel des documents et le principal centre de conservation des documents historiques du gouvernement du Canada qui ont une valeur permanente d'importance nationale. Elles sont responsables de l'acquisition, de l'organisation et de la conservation des documents relatifs à l'histoire du Canada afin qu'ils puissent servir aux fonctionnaires, aux savants, aux écrivains et à d'autres.

Le Conseil des Arts du Canada finance les activités d'information dans les universités canadiennes en accordant des subventions pour la publication de revues spécialisées et des subventions globales au Conseil canadien de recherches sur les humanités et au Conseil canadien de recherches en sciences sociales pour la publication d'ouvrages érudits et pour le soutien de la participation aux réunions annuelles des sociétés savantes du Canada.

TABLE 3.7. Major Sources of Funds for Information Services, 1975-76(1)

TABLEAU 3.7. Principales sources des fonds affectés aux services d'information, 1975-76(1)

Department or agency — Ministère ou organisme	Intramural — Activités intra-muros	Extramural — Activités extra-muros	Total
	millions of dollars — millions de dollars		
National Library — Bibliothèque nationale	10.5	—	10.5
International Development Research Centre — Centre de recherches pour le développement international	2.7	4.9	7.6
Public Archives — Archives publiques	6.1	—	6.1
Canada Council — Conseil des Arts du Canada	—	3.4	3.4
Other — Autres	6.7	2.9	9.5
Total	26.0	11.2	37.1

(1) Current expenditures. Excludes the administration costs of extramural programs. — Dépenses courantes. Ne comprend pas les frais d'administration des programmes.

Economic and Feasibility Studies

This is a new activity defined for the first time in the 1975 survey. Previously such studies would have been reported in the category "operations studies". It was felt that that category was too broad to be meaningful, and respondents frequently complained of problems in interpretation. A review of the problem resulted in the redefinition of operations studies and the definition of this new category.

Études économiques et de faisabilité

Cette nouvelle activité est définie pour la première fois dans l'enquête de 1975. Auparavant, ces études figuraient sous la rubrique "études d'opérations". On a cru que cette catégorie était trop générale pour être significative et les enquêtés se plaignaient souvent de problèmes d'interprétation. Une étude du problème a entraîné une redéfinition des études d'opérations et la définition de cette nouvelle catégorie.

Economic and feasibility studies are defined as investigations of the socio-economic characteristics and implications of specific situations (e.g., study of the viability of a petro-chemical complex in the Prairie region, cost-benefit study of a proposed paper manufacturing center in Manitoba). Such studies are generally limited to a specific problem and involve the application of established human science techniques and methodologies.

Only 12 departments reported expenditures totalling \$4.8 million for this activity for 1975-76, a figure which, given the above definition, seems low. This under-reporting is a problem that is always encountered with the introduction of a new question or concept until respondents become more familiar with the definition.

On définit les études économiques et de faisabilité comme des études sur les caractéristiques et les répercussions socio-économiques de situations spécifiques (par exemple, une étude sur la viabilité d'un complexe pétrochimique dans la région des Prairies, une étude de rentabilité d'un éventuel centre de fabrication de papier au Manitoba). Ces études se limitent généralement à un problème particulier et exigent l'application de techniques et de méthodes établies en sciences humaines.

Seulement 12 ministères ont déclaré des dépenses totalisant \$4.8 millions au titre de cette activité en 1975-76, chiffre qui semble faible, compte tenu de la définition donnée plus haut. Cette sous-déclaration est un problème courant à la suite de l'introduction d'une nouvelle question ou d'un nouveau concept et ce, jusqu'à ce que les enquêtés deviennent plus familiers avec la définition.

TABLE 3.8. Major Sources of Funds for Economic and Feasibility Studies(1)

TABLEAU 3.8. Principales sources des fonds affectés aux études économiques et de faisabilité(1)

Department or agency — Ministère ou organisme	1973-74	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	millions of dollars — millions de dollars		
Food Prices Review Board — Commission de surveillance du prix des produits alimentaires	0.5	1.5	1.5
National Health and Welfare — Santé nationale et Bien-être social	1.0	1.3	1.3
Canadian Transport Commission — Commission canadienne des transports ..	1.0	0.1	0.1
Indian Affairs and Northern Development — Affaires indiennes et Nord canadien	0.2	0.5	0.5
Other — Autres	0.7	1.1	1.4
Total	3.4	4.5	4.8

(1) Current expenditures. Excludes the administration costs of extramural programs. — Dépenses courantes. Ne comprend pas les frais d'administration des programmes extra-muros.

Operations and Policy Studies

This activity was previously called "operations studies". In the review conducted after the 1974 survey, problems associated with this activity required redefinition. Since policy development is a major objective of work in government departments it has been specifically included in the title.

Operations and policy studies involve the analysis and assessment of departmental programs, policies and operations, the activities of units concerned with the continuing analysis and monitoring of external phenomena (e.g., foreign economic statistics, defence and security information) as well as studies to provide an information base for policy development, such as conducted by Ministries of State. This includes the work of the government royal commissions and task forces, except when R & D projects can be identified and costed.

It is important, but sometimes difficult, to separate operations and policy studies from R & D. The criterion used for the survey is that of application. Operations and policy studies generally apply only to very specific questions — analysis of a specific program, solution of a particular operating problem — while R & D projects would have more general goals. Much of the activity of federal departments and agencies involves operations and policy studies rather than R & D.

Études d'opérations et de politiques

Cette activité s'appelait auparavant "études d'opérations". Au cours de l'étude faite après l'enquête de 1974, les problèmes relatifs à cette activité ont entraîné une redéfinition. Puisque l'élaboration des politiques constitue un objectif important dans le travail des ministères, on fait maintenant figurer cette notion dans le titre.

Les études d'opérations et de politiques comportent l'analyse et l'évaluation de programmes, de politiques et d'opérations ministériels, les activités des services affectés à l'analyse et au contrôle permanents de phénomènes extérieurs (par exemple, les statistiques économiques étrangères, les renseignements sur la défense et la sécurité) ainsi que les études destinées à fournir une base de données aux fins de l'élaboration des politiques, comme celles qui sont menées par les ministères d'État. Cela comprend les travaux des commissions royales d'enquête et des groupes de travail, sauf lorsque les projets de R.-D. peuvent être identifiés et lorsque leur coût peut être établi.

Il est important, mais parfois difficile, de distinguer les études d'opérations et de politiques de la R.-D. L'application est le critère utilisé aux fins de l'enquête. Les études d'opérations et de politiques ne s'appliquent généralement qu'à des questions bien précises — analyse d'un programme précis, résolution d'un problème d'exploitation particulier — alors que les projets de R.-D. ont des objectifs beaucoup plus généraux. Une bonne partie des activités des ministères et des organismes fédéraux comportent des études d'opérations et de politiques plutôt que de la R.-D.

The total for this activity as reported in the survey probably does not represent the total federal effort in operations and policy studies. Since the essential purpose of the survey is to measure the R & D activity and since operations and policy studies are included primarily to delimit the classification of R & D, some amount of these studies will be overlooked in areas of departments not engaged in R & D. However, because of the current interest in all scientific activities, not just R & D, more attention is being paid to identifying all relevant activities with noticeable improvement in the data quality.

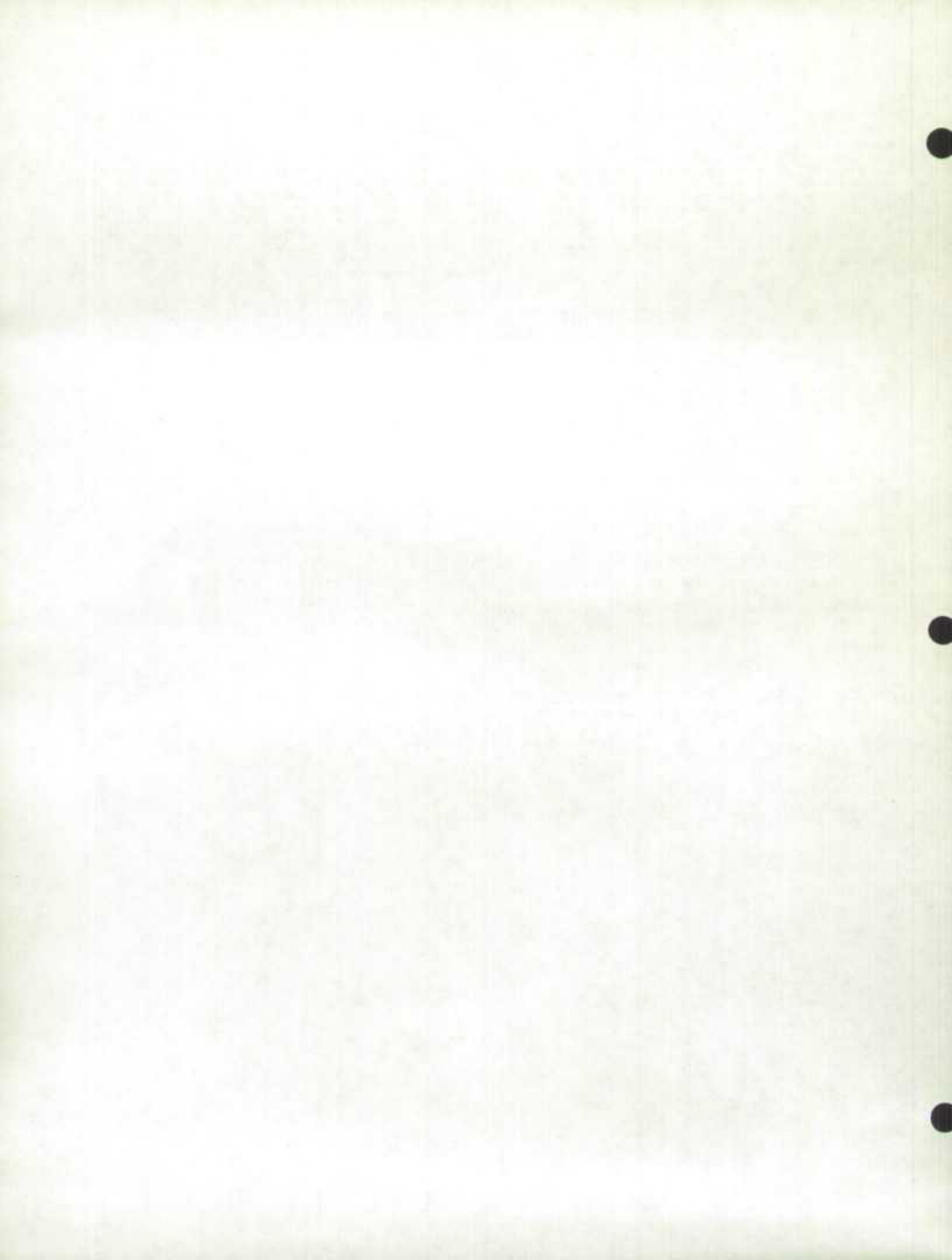
Le total déclaré au titre de cette activité dans l'enquête ne représente probablement pas l'engagement fédéral total dans les études d'opérations et de politiques. Puisque l'objet essentiel de l'enquête est de mesurer les activités de R.-D. et puisque les études d'opérations et de politiques sont incluses principalement pour délimiter la classification de la R.-D., un certain nombre de ces études ne seront pas prises en considération dans les domaines des ministères qui ne font pas de R.-D. Cependant, en raison de l'intérêt actuel manifesté pour toutes les activités scientifiques, et non seulement pour la R.-D., on porte une plus grande attention à l'identification de toutes les activités pertinentes, ce qui entraîne une nette amélioration de la qualité des données.

TABLE 3.9. Major Sources of Funds for Operations and Policy Studies(1)

TABLEAU 3.9. Principales sources des fonds affectés aux études d'opérations et de politiques(1)

Department or agency - Ministère ou organisme	1973-74 ^r	1974-75 ^p	1975-76 ^p
	millions of dollars - millions de dollars		
Treasury Board Secretariat - Secrétariat du Conseil du Trésor	6.4	6.1	6.0
Manpower and Immigration - Main-d'oeuvre et Immigration	5.0	4.5	4.6
Finance - Finances	3.7	3.7	4.2
Urban Affairs - Affaires urbaines	2.0	3.5	4.0
National Health and Welfare - Santé nationale et Bien-être social	0.7	2.0	2.4
Science and Technology - Sciences et Technologie	1.1	1.8	2.2
Commissioner of Official Languages - Commissaire aux langues officielles	1.3	1.6	2.1
Other - Autres	9.8	13.8	15.0
Total	29.8	37.0	40.5

(1) Current expenditures. Excludes the administration costs of extramural programs. - Dépenses courantes. Ne comprend pas les frais d'administration des programmes extra-muros.



CLASSIFICATIONS

Applications of Scientific Activities

Data were collected on the principal application of expenditures for both R & D and related scientific activities, intramural and extramural. For intramural R & D expenditures an additional breakdown by secondary application was requested. This provides a more meaningful description of R & D than principal application alone, particularly with regard to the work of mission-oriented departments. For example, for 1975-76 the Department of Manpower and Immigration reported intramural R & D expenditures of \$2.3 million for the principal application "human resources development"; on the secondary level these expenditures were shown as having additional applications such as education, health and social welfare, industrial development, national economy and regional development.

Table 10 in the statistical tables presents a summary of the total applications data. Each entry for a given application is the sum of the amounts reported as principal and secondary to that application. No totals are computed because, if there are secondary as well as principal applications for a given expenditure, the same expenditures would appear more than once. Because this was the first time this question was asked and the concept was new to the respondents, only a few departments reported any secondary applications. This should change in future years. The remainder of the discussion in this section will, therefore, be limited to the principal applications data.

The applications defined for the survey are not mutually exclusive nor do they represent the total range of possible applications. Rather the list is intended to cover major areas of current economic and political interest. Generally speaking the reported principal applications should be consistent with the stated objectives of the reporting department, and in some cases editorial changes were made to ensure this. A list of the current applications, with brief definitions and descriptions, follows.

Advancement of science - This replaced the term "free basic research" used in previous surveys. At the government level expenditures are defined as being for the advancement of science when the department is free to fund projects or conduct projects without constraint of a specific mission, e.g., Canada Council. The term "science" is used in the sense of "knowledge".

For 1975-76 almost \$27 million was reported for this application entirely by the Canada Council, \$12 million of which was for R & D and the remainder for related activities, primarily education support. These amounts are almost all payments to Canadian universities.

Agriculture, fisheries and forestry - This includes activities supporting these primary industries. In addition, expenditures related to the development, protection and use of natural water resources are included under this application. Expenditures for this application, a total of almost \$5 million, were reported by Agriculture (\$1.7 million for R & D), the Canadian Dairy Commission, the Canadian Livestock Feed Board, Environment, Indian Affairs and Northern Development, National Health and Welfare and Statistics Canada (\$2 million for data collection activities).

Culture, sport and recreation - This encompasses activities related to the development and use of artistic and cultural resources and the development and promotion of fitness, sport and other recreational activities. Expenditures reported for 1975-76 are almost \$27 million, primarily from National Library

Applications des activités scientifiques

On a recueilli des données sur les applications principales des dépenses tant au titre de la R.-D. qu'au titre des activités scientifiques connexes, intra-muros et extra-muros. En ce qui concerne les dépenses de R.-D. intra-muros, on a demandé une autre subdivision par applications secondaires. Cela permet de mieux définir la R.-D., surtout en ce qui concerne le travail des ministères qui effectuent de la R.-D. thématique. Par exemple, pour 1975-76, le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration a déclaré des dépenses de R.-D. intra-muros de \$2.3 millions sous l'application principale "développement des ressources humaines"; de plus, on a déclaré que ces dépenses touchaient, à un niveau secondaire, des applications telles que l'éducation, la santé et le bien-être social, le développement industriel, l'économie nationale et le développement régional.

Le tableau 10 des tableaux statistiques présente un sommaire de l'ensemble des données sur les applications. Chaque inscription pour une application donnée est la somme des montants déclarés comme ayant été dépensés à des applications tant principales que secondaires. On n'a pas calculé les totaux parce que, s'il y a des applications secondaires en plus des applications principales pour une dépense donnée, les mêmes dépenses figureraient plus d'une fois dans le tableau. Cette question était posée pour la première fois et le concept était nouveau pour l'enquêté; c'est pourquoi quelques ministères seulement ont déclaré des applications secondaires. Cela ne devrait pas se reproduire dans les années à venir. Le reste de la présente section portera donc sur les données des applications principales.

Les applications définies aux fins de l'enquête ne s'excluent pas mutuellement et ne représentent pas tout l'éventail des applications possibles. La liste doit plutôt englober les principaux secteurs d'intérêt économique et politique actuel. En général, les applications principales déclarées doivent correspondre aux objectifs établis de l'organisme déclarant et, dans certains cas, des modifications de rédaction ont été apportées à cette fin. Voici une liste des applications courantes avec de brèves définitions et descriptions.

Progrès de la science - Ce titre remplace le terme "recherche fondamentale libre" utilisé dans les enquêtes précédentes. Les dépenses gouvernementales sont considérées comme visant au progrès de la science lorsque l'organisme est libre de financer ou de réaliser des projets sans avoir une mission précise à remplir (par exemple, le Conseil des Arts du Canada). Le terme "science" est utilisé dans le sens de "connaissances".

Le Conseil des Arts du Canada à lui seul a déclaré près de \$27 millions sous cette application pour 1975-76, dont \$12 millions étaient destinés à la R.-D. et le reste, aux activités connexes, principalement l'aide à l'éducation. Ces montants constituent presque tous des paiements versés aux universités canadiennes.

Agriculture, pêches et forêts - Cette application englobe les activités à l'appui de ces industries primaires. En font également partie les dépenses se rapportant à la mise en valeur, à la protection et à l'utilisation des ressources hydrauliques naturelles, comprises dans cette application. Des dépenses totalisant près de \$5 millions ont été déclarées à ce titre par le ministère de l'Agriculture (\$1.7 millions au titre de la R.-D.), la Commission canadienne du lait, l'Office canadien des provendes, les ministères de l'Environnement, des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Santé nationale et du Bien-être social et par Statistique Canada (\$2 millions au titre de la collecte de données).

Culture, sports et loisirs - Cette application comprend le développement et l'utilisation des ressources artistiques et culturelles ainsi que les activités visant à la promotion de la forme physique, des sports et d'autres activités de loisirs. Les dépenses à ce titre pour 1975-76 atteignent presque \$27 millions et ont été déclarées principalement par la Biblio-

(\$10.5 million for related scientific activities), National Museums (\$2.1 million for R & D, \$3.3 million total), Public Archives (\$6.1 million) and Indian Affairs and Northern Development (\$3.4 million).

Defence and public security - This includes activities related to the protection of life and property and the security of the state from foreign intervention and civil disorder. Of the almost \$4 million reported for 1975-76 National Defence accounts for \$2.1 million, about one-half R & D and one-half related activities. This application also included the collection of crime and related statistics by Statistics Canada (\$1.2 million) and \$0.7 million expenditures of the Solicitor General.

Developing countries - This encompasses assistance towards the economic, technical, educational and social development of developing countries. Expenditures of \$25 million, entirely extramural and mostly in the foreign sector are from the Canadian International Development Agency and the International Development Research Centre.

Education - This application has a somewhat restricted definition. It includes only activities in support of formal instruction at educational institutions - elementary, secondary, post-secondary and vocational. However, neither in-house professional development activities nor scholarship and research grant programs for objectives other than the general support of education are included. These would be reported under the application related to their objective. As a result 1975-76 expenditures reported for this application are only \$6.1 million, \$2.8 million of which is from the Secretary of State Department with an additional \$1.6 million from Statistics Canada for the collection of education statistics.

Energy and mineral resources - This covers activities relating to the location, extraction, production, use and conservation of mineral and energy resources such as fuels, metallic and non-metallic minerals, structural materials and hydro, nuclear and other thermal power sources. A total of slightly more than \$2 million was reported for this application for 1975-76, virtually all of it from the Department of Energy, Mines and Resources. Intramural R & D is the largest activity with more than \$1 million estimated.

Health and social welfare - This includes activities directed towards the maintenance of the physical and social well-being of the population. It is the third most important principal application of human science activities with 1975-76 expenditures of almost \$31 million. More than \$21 million of this total was reported by the Department of National Health and Welfare. Intramural R & D accounts for \$3.4 million and, extramural R & D, \$9.8 million; the remainder being for related activities, \$2.9 million intramural and \$5.1 million extramural. Other departments with important activities in this area include Statistics Canada (\$6.5 million for data collection related to health and welfare) and the Unemployment Insurance Commission with \$2.5 million, \$1.0 million for intramural R & D.

Housing and urban development - This includes activities directed towards the provision of adequate housing and the orderly and rational development of urban areas. Expenditures for this application are nearly \$17 million in 1975-76 principally from the Ministry of State for Urban Affairs (\$6.9 million) and the Central Mortgage and Housing Corporation (\$7.2 million).

Human resources development - This covers activities directed towards the development and utilization of the labour force in order to stimulate economic growth and to encourage social and cultural de-

thèque nationale (\$10.5 millions au titre des activités scientifiques connexes), les Musées nationaux (\$2.1 millions au titre de la R.-D., \$3.3 millions au total), les Archives publiques (\$6.1 millions) et le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (\$3.4 millions).

Défense et sécurité publique - Cette application englobe les activités ayant trait à la protection de la vie et de la propriété et à la défense de l'État contre l'intervention étrangère et le désordre civil. Des presque \$4 millions déclarés pour 1975-76, le ministère de la Défense nationale compte pour \$2.1 millions, dont la moitié a servi à la R.-D. et l'autre, à des activités connexes. Cette application comprend aussi la collecte des statistiques de la criminalité et des statistiques connexes par Statistique Canada (\$1.2 million) et les dépenses de \$0.7 million faites par le Solliciteur général.

Pays en voie de développement - Cela comprend l'aide au développement économique, technique, éducationnel et social des pays en voie de développement. Les dépenses de \$25 millions, entièrement extra-muros et essentiellement destinées au secteur étranger, ont été déclarées par l'Agence canadienne de développement international et par le Centre de recherches pour le développement international.

Éducation - Cette application est définie de façon plutôt restreinte. Elle ne comprend que les activités visant à soutenir l'enseignement régulier dans tout établissement scolaire, qu'il s'agisse d'un établissement d'enseignement primaire, secondaire, postsecondaire ou professionnel. Cependant, elle ne comprend ni les activités de perfectionnement professionnel internes, ni les bourses, ni les subventions au titre de la recherche dans un but autre que l'aide générale à l'éducation. Les dépenses à ce titre doivent figurer sous l'application appropriée. C'est pourquoi les dépenses pour 1975-76 au titre de cette application s'élèvent à seulement \$6.1 millions, dont \$2.8 millions ont été déclarés par le Secrétariat d'État et \$1.6 millions, par Statistique Canada pour la collecte de statistiques sur l'éducation.

Ressources énergétiques et minérales - Sont prises en compte dans cette application les activités visant à la localisation, l'extraction, la production, l'utilisation et la conservation des ressources minérales et énergétiques telles que les combustibles, les minéraux métalliques et non métalliques, les matériaux de construction et la production des centrales hydrauliques, nucléaires et thermiques. Le total d'un peu plus de \$2 millions déclaré au titre de cette application pour 1975-76 provient presque entièrement du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La R.-D. intra-muros est l'activité la plus importante et son budget est évalué à plus de \$1 million.

Santé et bien-être social - Cette application comprend les activités relatives au maintien du bien-être physique et social de la population. Avec des dépenses de près de \$31 millions en 1975-76, elle se situe au troisième rang des activités en sciences humaines pour son importance. De ce total, plus de \$21 millions ont été déclarés par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. La R.-D. intra-muros représente \$3.4 millions et la R.-D. extra-muros, \$9.8 millions; le reste est destiné aux activités connexes, soit \$2.9 millions aux activités intra-muros et \$5.1 millions aux activités extra-muros. Les autres organismes dont les activités sont importantes dans ce domaine sont Statistique Canada (\$6.5 millions au titre de la collecte de données ayant trait à la santé et au bien-être) et la Commission d'assurance-chômage avec \$2.5 millions, dont \$1.0 million au titre de la R.-D. intra-muros.

Logement et expansion urbaine - Cette application englobe les activités visant à fournir des logements adéquats et à assurer le développement rationnel et ordonné des régions urbaines. En 1975-76, les dépenses à ce titre atteignent presque \$17 millions et sont déclarées principalement par le ministère d'État aux Affaires urbaines (\$6.9 millions) et la Société centrale d'hypothèques et de logement (\$7.2 millions).

Développement des ressources humaines - Ce sont les activités visant au développement et à l'utilisation de la population active en vue de stimuler l'expansion économique et de favoriser les progrès social et culturel. En 1975-76, les dépen-

recherches. Almost \$30 million will be spent in this area in 1975-76 with \$10.2 million from the Department of Manpower and Immigration (\$3.3 million R & D) and \$10.1 million Statistics Canada (entirely data collection). Other important spenders in this area include the Department of Labour (\$3.4 million), the Privy Council Office (\$2.3 million) and National Museums (\$2.1 million).

Industrial development - For government this includes measures to achieve efficient and sustained growth in manufacturing, service and construction industries and the encouragement of the production of new goods, services and technology, increases in the efficiency of resource utilization and the development of markets for Canadian goods and services. Activities which fall under this application are of a general nature and not aimed at a specific region. The major portion of the \$12 million for 1975-76 for this area represents industrial data collection activities of Statistics Canada. In addition the Department of Industry, Trade and Commerce will spend \$1.4 million in this area.

National economy - Activities related to the formulation and implementation of economic policies to achieve national objectives are included in this application. General fiscal and monetary measures are the typical means of selected policy implementation. This is the second largest reported application area with 1975-76 expenditures of \$46 million. Of this \$29.3 million represents economic data collection activities of Statistics Canada (e.g., National Accounts). The Economic Council (\$4.4 million total) and the Bank of Canada (\$3.9 million) are both heavily engaged in R & D relevant to this activity with intramural R & D expenditures of \$4.3 million and \$2.7 million respectively. Consumer and Corporate Affairs will spend \$1.3 million for intramural R & D in this area. The Department of Finance reports \$5.7 million for related activities in this area.

Northern development - This includes activities intended to advance the social, cultural, political and economic development of northern Canada. These are distinguished from other applications by the fact that the primary purpose of such activities is the development of the north. The more than \$2 million reported for this application comes entirely from Indian Affairs and Northern Development.

Public administration - This includes activities in support of general government functions: executive and legislative operations, external relations and central housekeeping services. It is the largest application area for human science expenditures (\$77 million in 1975-76) principally because of the inclusion of \$46 million expenditures for Statistics Canada data collection activities, such as the Census of Population, which are not attributable to any more specific application. Also included are the human science activities of the Treasury Board Secretariat (\$7.1 million), the Public Service Commission (\$6.0 million), Justice (\$4.2 million), External Affairs (\$3.4 million), Privy Council Office (\$2.3 million) and Commissioner of Official Languages (\$2.1 million).

Regional development - This includes activities to alleviate disparities in earnings and employment opportunities and economic growth among regions in Canada, excluding the north, which is considered separately. Expenditures of \$1.1 million for 1975-76 include primarily activities in the departments of Industry Trade and Commerce and Regional Economic Expansion.

Science policy - This includes activities toward the development of policy for the generation and acquisition of scientific knowledge and the planned use

des à ce chapitre atteindront presque \$30 millions, dont \$10.2 millions déclarées par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration (\$3.3 millions au titre de R.-D.) et \$10.1 millions par Statistique Canada (uniquement au titre de la collecte de données). Le ministère du Travail (\$3.4 millions), le Bureau du Conseil privé (\$2.3 millions) et les Musées nationaux (\$2.1 millions) sont également responsables d'une partie importante des dépenses à ce titre.

Développement industriel - Du point de vue du gouvernement, il s'agit de mesures devant permettre une croissance efficace et soutenue de l'industrie manufacturière, de l'industrie de la construction et du secteur des services ainsi que les activités destinées à favoriser la production de nouveaux produits, services et procédés technologiques, à accroître l'efficacité de l'utilisation des ressources et à élargir le marché des biens et services canadiens. Les activités comprises dans cette application sont de nature générale et ne visent aucune région en particulier. La plus grande partie des \$12 millions déclarés en 1975-76 à ce chapitre représente les activités de collecte de données sur l'industrie de Statistique Canada. De plus, le ministère de l'Industrie et du Commerce dépensera \$1.4 million à ce titre.

Économie nationale - Les activités ayant trait à la formulation et l'application de politiques économiques visant à la réalisation d'objectifs nationaux sont comprises dans cette application. Les mesures générales en matières fiscale et monétaire sont les véhicules types de la mise en application des politiques établies. Il s'agit de la deuxième application la plus importante pour 1975-76; en effet, les dépenses dans ce domaine s'élèvent à \$46 millions. De ce montant, \$29.3 millions représentent les activités de collecte de données sur l'économie déclarées par Statistique Canada (par exemple les comptes nationaux). Le Conseil économique du Canada (un total de \$4.4 millions) et la Banque du Canada (\$3.9 millions) s'occupent beaucoup de la R.-D. dans ce domaine et leurs dépenses au titre de la R.-D. intra-muros s'élèvent à \$4.3 millions et \$2.7 millions respectivement. Le ministère de la Consommation et des Corporations dépensera \$1.3 million au titre de la R.-D. intra-muros dans ce domaine. Le ministère des Finances déclare \$5.7 millions au titre des activités connexes.

Développement du Nord - Cette application comprend les activités visant à promouvoir le développement social, culturel, économique et politique du Nord canadien. Ces activités diffèrent de celles des autres applications du fait que leur objectif premier est le développement du Nord. Le montant de plus de \$2 millions déclaré au titre de cette application provient entièrement du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Administration publique - Dans cette application sont comprises les activités appuyant les fonctions gouvernementales générales: fonctions exécutives et législatives, relations extérieures et services centraux de gestion interne. Il s'agit de l'application la plus importante des dépenses en sciences humaines (\$77 millions pour 1975-76) surtout à cause de l'inclusion des dépenses de \$46 millions au titre des activités de collecte de données de Statistique Canada, comme le recensement de la population, qui ne peuvent entrer sous une application plus précise. Sont également comprises les activités en sciences humaines du Secrétariat du Conseil du Trésor (\$7.1 millions), de la Commission de la Fonction publique (\$6.0 millions), du ministère de la Justice (\$4.2 millions), du ministère des Affaires extérieures (\$3.4 millions), du Bureau du Conseil privé (\$3.5 millions) et du Commissaire aux langues officielles (\$2.1 millions).

Développement régional - Cette application comprend les activités destinées à réduire les différences entre les revenus, les possibilités d'emploi, et l'expansion économique des diverses régions du Canada, à l'exception du Nord qui fait l'objet d'une rubrique distincte. Les dépenses de \$1.1 million pour 1975-76 comprennent principalement les activités déclarées par les ministères de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique et régionale.

Politique scientifique - Sont comprises dans cette application les activités visant à l'élaboration d'une politique scientifique pour la production et l'acquisition de connaissances

of science and technology in support of national goals. For 1975-76 expenditures of \$7.0 million are estimated, primarily from the Ministry of State for Science and Technology (\$3.7 million) and the Science Council (\$2.2 million).

Transportation and communications - This covers activities in support of the development and regulation of transportation and communication services. Almost \$17 million is estimated for 1975-76 from a number of departments including Transport (\$5.8 million), Statistics Canada (\$1.9 million), Canadian Transport Commission (\$3.1 million), Consumer and Corporate Affairs (\$1.7 million), and the CBC (\$1.7 million). Of the total, \$6.6 million is for intramural related activities and \$5.8 million for extramural R & D.

Field of Extramural Research

To obtain more information on extramural work a breakdown by field of research was requested. This classification generally follows the traditional academic disciplines, and the list used covers the major human science disciplines. Since the intramural activities of federal government departments are not usually defined or organized in an academic field framework, this classification is restricted to extramural activities.

The results of this classification are presented in Table 12 in the Statistical Tables at the end of this report. In interpreting the table it should be remembered that these data are only approximations. Truly accurate classification of this nature requires project level analysis, but the survey is generally completed at a higher level of aggregation. While the exactitude of any individual entry is thus questionable, the overall distribution probably gives a reasonable picture of the distribution of federal extramural payments.

Economics and urban and regional studies are the most significant of the reported fields. Nineteen departments reported funds paid out for R & D in economics in 1975-76. The most important of these were the Canadian International Development Agency (\$4.9 million), Transport (\$2.9 million), National Health and Welfare (\$2.4 million) and the International Development Research Centre (\$1.1 million). Most of the payments reported for urban and regional studies came from four departments: Central Mortgage and Housing Corporation (\$3.5 million), Urban Affairs (\$2.7 million), the International Development Research Centre (\$2.2 million) and Transport (\$1.0 million).

The distribution by field for university R & D is a more even one than for other sectors, reflecting the diverse distribution of Canada Council awards which total \$12.5 million of the \$22.6 million received by that sector.

The rather large amounts reported in the "other" category reflect multidisciplinary projects which could not be classified in any one field and, more importantly, work in health fields funded by National Health and Welfare.

Category of In-house R & D

Research and development can be divided into three categories: basic research, applied research and experimental development. Natural science R & D data are traditionally classified in this manner. When these concepts are applied to the human sciences, however, many difficulties arise, particularly when

ces scientifiques et l'utilisation systématique de la science et de la technologie en vue de la réalisation d'objectifs nationaux. Pour 1975-76, on évalue les dépenses à \$7.0 millions, déclarées principalement par le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie (\$3.7 millions) et par le Conseil des sciences du Canada (\$2.2 millions).

Transports et communications - Cette application englobe les activités exercées à l'appui de l'établissement et de la réglementation des services de transport et de communication. On estime à près de \$17 millions les dépenses déclarées pour 1975-76 par un certain nombre d'organismes, y compris les ministères des Transports (\$5.8 millions), Statistique Canada (\$1.9 millions), la Commission canadienne des transports (\$3.1 millions), le ministère de la Consommation et des Corporations (\$1.7 million), et la Société Radio-Canada (\$1.7 millions). Du total, \$6.6 millions sont consacrés aux activités connexes intra-muros et \$5.8 millions, à la R.-D. extra-muros.

Domaine de la R.-D. extra-muros

Afin d'obtenir plus de renseignements sur les travaux extra-muros, on a demandé de répartir la recherche par domaine. Cette classification correspond en général aux disciplines scolaires traditionnelles et la liste utilisée englobe les disciplines en sciences humaines les plus importantes. Cette classification est réservée aux activités extra-muros, car les activités intra-muros ne sont habituellement pas définies et organisées dans le cadre d'un domaine scientifique académique.

Les résultats de cette classification sont présentés au tableau 12 des Tableaux statistiques à la fin du présent bulletin. En interprétant le tableau, il faut se souvenir qu'il s'agit de données approximatives. Pour qu'une classification de cette nature soit vraiment précise; il faut faire une analyse au niveau des projets, mais l'enquête est généralement faite à un niveau d'agrégation plus élevé. Bien que l'exactitude d'une inscription puisse être mise en doute, la répartition globale donne probablement une assez bonne image de la répartition des dépenses fédérales extra-muros.

Les domaines déclarés les plus importants sont l'économie et les études urbaines et régionales. En 1975-76, 19 organismes ont déclaré avoir dépensé des fonds au titre de la R.-D. en économie. Les plus importants ont été l'Agence canadienne de développement international (\$4.9 millions), le ministère des Transports (\$2.9 millions), le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social (\$2.4 millions) et le Centre de recherches pour le développement international (\$1.1 million). La plupart des paiements déclarés au titre des études urbaines et régionales provenaient de quatre organismes: la Société centrale d'hypothèques et de logement (\$3.5 millions), le ministère des Affaires urbaines (\$2.7 millions), le Centre de recherches pour le développement international (\$2.2 millions) et le ministère des Transports (\$1.0 million).

La répartition par domaine de la R.-D. dans les universités est moins inégale dans ce secteur que dans les autres, ce qui traduit la répartition changeante des bourses du Conseil des Arts du Canada qui représentent \$12.5 millions des \$22.6 millions que reçoit ce secteur.

Les montants plutôt importants déclarés dans la catégorie "autres" représentent les projets pluridisciplinaires qui ne pouvaient être classés dans un domaine précis et, ce qui est plus important, les travaux dans les domaines se rapportant à la santé et subventionnés par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Catégories de R.-D. interne

On peut diviser la recherche-développement en trois catégories: recherche fondamentale, recherche appliquée et développement expérimental. On a toujours classé les données sur la R.-D. en sciences naturelles de cette façon. Cependant, lorsque ces concepts sont appliqués aux sciences humaines, il se pose de nombreuses difficultés, surtout lorsque les données

information is collected at an aggregated (not project) level.

In past surveys an alternate categorization was attempted - descriptive research vs. development research vs. explanatory research. However, because the classification was restricted to this survey and not used elsewhere, the data, although interesting, were not particularly useful. Internationally the traditional classifications continue to be used despite the difficulties.

Thus, this year it was decided to return to the use of the concepts of research and development. The distinction between basic and applied research was not reintroduced, however, since adequate criteria for distinguishing between the two do not exist for the human sciences nor does the distinction seem particularly appropriate to government work. Also, such a distinction could only be made accurately at the project level which is not possible in a survey such as this. The definitions used in the survey follow:

Research is original investigation undertaken on a systematic basis to gain new knowledge. Examples:

- (a) Investigation of the role of personal values as selective values in perception.
- (b) Investigation of the socio-economic backgrounds of different categories of criminals.
- (c) Investigation of the influence of corporate structure on successful and unsuccessful technological innovation.

Experimental development is the application of knowledge for the creation of specific new products, processes, and operational models, systems, or organizations or for the significant improvement of existing ones.

- (a) Development of new teaching methods and equipment.
- (b) Development of economic planning and projection models for use in government fiscal and monetary policy.
- (c) Development of a demographic model for population forecasts.

The results of this classification are presented in Table 11 of the statistical tables at the end of this report. Research accounts for two thirds of the reported expenditures in each year. Since there is no past experience to go by, it is difficult to assess the accuracy and the significance of these results.

sont recueillies à un niveau d'agrégation et non au niveau des projets.

Dans les enquêtes précédentes, on a utilisé des catégories différentes: recherche descriptive, recherche de développement et recherche explicative. Cependant, parce que la classification était réservée à cette enquête et n'était pas utilisée ailleurs, les données, bien qu'intéressantes, n'étaient pas tellement utiles. Les classifications traditionnelles continuent d'être utilisées à l'échelle internationale et ce, malgré les difficultés qu'elles entraînent.

Ainsi, on a décidé cette année de reprendre les concepts de recherche et développement. Cependant, la distinction entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée n'a pas été réintroduite puisqu'il n'existe pas de critères adéquats permettant de les distinguer l'une de l'autre en sciences humaines et la distinction ne semble pas particulièrement convenir aux travaux de l'administration fédérale. De plus, on ne peut faire une telle distinction de façon exacte qu'au niveau des projets, ce qui est impossible dans une enquête comme celle-ci. Voici les définitions utilisées aux fins de l'enquête:

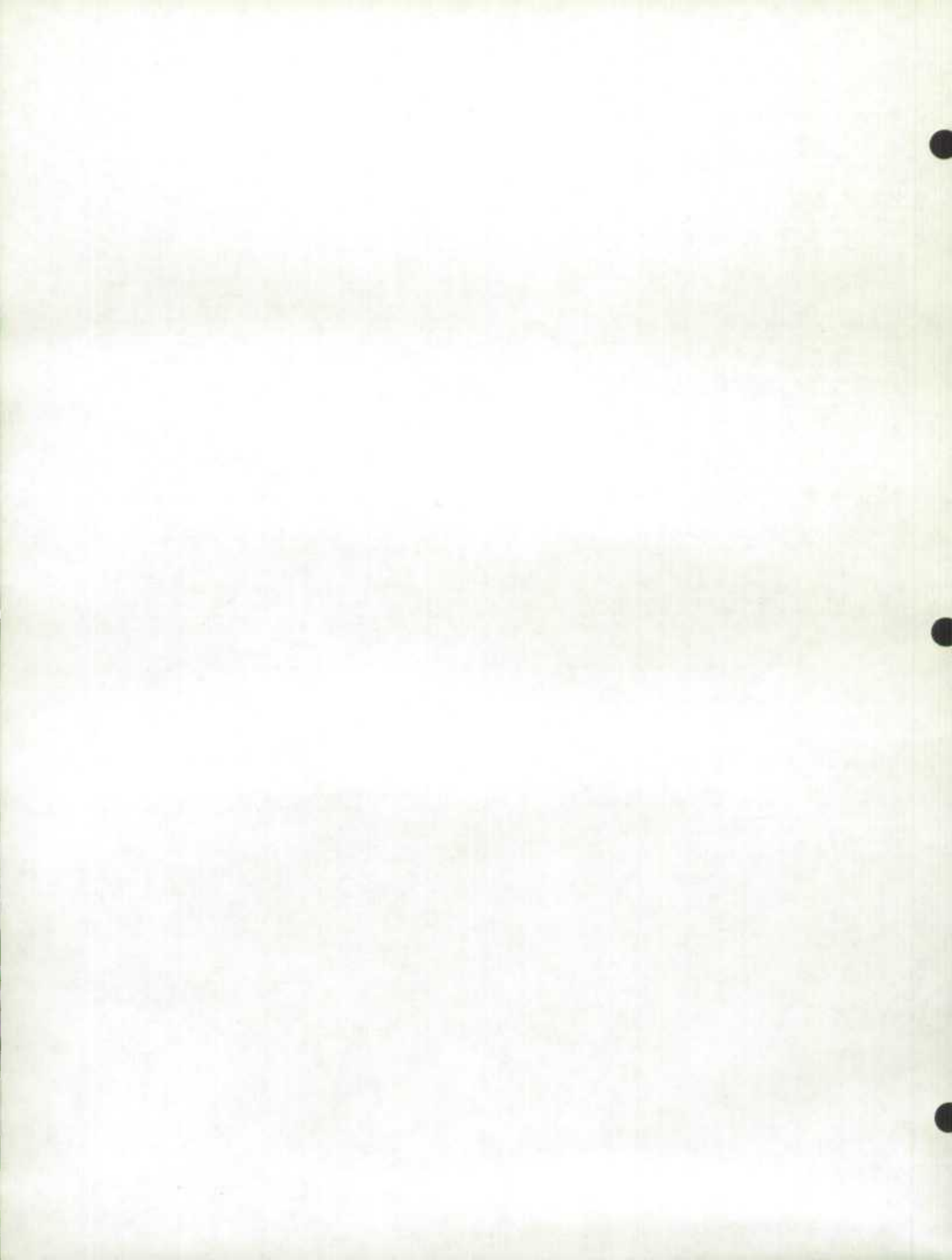
Le recherche est une étude systématique originale menée en vue d'acquérir de nouvelles connaissances. Exemples:

- a) Une étude sur le rôle des valeurs personnelles en tant que facteurs déterminant la perception.
- b) Une étude sur les antécédents socio-économiques des différentes catégories de criminels.
- c) Une étude sur l'influence de la structure des sociétés sur le succès ou l'échec de l'innovation technologique.

Le développement expérimental consiste en l'application de connaissances à la production de nouveaux produits particuliers, à la mise au point de nouveaux procédés, modèles opérationnels, systèmes ou organisations ou à l'amélioration sensible de ceux qui existent déjà.

- a) La mise au point de méthodes et de matériel d'enseignement nouveaux.
- b) L'établissement de modèles de planification et de projections économiques destinés à servir à l'élaboration de la politique fiscale et monétaire du gouvernement.
- c) L'établissement de modèles démographiques aux fins de prévisions en matière de population.

Les résultats de cette classification sont présentés au tableau 11 des tableaux statistiques à la fin du présent bulletin. La recherche représente les deux tiers des dépenses déclarées chaque année. Étant donné qu'on ne peut se guider sur aucune expérience passée, il est difficile d'évaluer la précision et la signification de ces résultats.



PERSONNEL

Expenditure data must be supplemented by information on manpower, particularly highly qualified manpower, but a separate survey would be necessary to collect all the data required. Only certain basic information was requested in this survey. Respondents were asked to report the departmental personnel engaged in activities in the human sciences by activity and by category of employment both in full-time equivalent and total number employed. For the latter, each person engaged in a scientific activity is counted as one, even if he was not engaged full-time in that activity.

The data for this survey relate to the federal fiscal year ending March 31, 1975. Continuing employees are reported as of September 30, 1974, while term, casual and seasonal employees are the total for the entire fiscal year. In order to enable respondents to provide the required data with the least possible extra effort, personnel estimates are classified by Public Service Commission category. This also makes possible comparisons with total program manpower and Public Service Commission statistics.

Personnel data resulting from the survey are summarized in Tables 13, 14 and 15 in the statistical tables at the end of this report. A total full-time equivalent of 10,043.8 federal employees were reported as engaged in human science activities, 89% on permanent staff. Of these 16% were engaged in R & D activities, 81% in related activities (principally data collection) and 3% in administration of extramural programs.

Personnel in the scientific and professional category represent almost 60% of the permanent full-time equivalent reported for R & D. Of the total number of 1,043 persons in this category 634, 61%, hold advanced degrees (beyond the Bachelor's degree).

Statistics Canada is by far the largest employer of human science personnel; since all its data collection activities are defined as scientific, the entire staff of the department is included. Thus, 70% of the administrative support, 56% of the technical, 50% of the administrative, 31% of the operational, 28% of the scientific and professional and 19% of the executive categories are attributed to Statistics Canada. The distribution is quite different, however, for the R & D activity alone. Statistics Canada is still a major employer with 102.0 of the total 1,491.1 permanent full-time equivalent. The Economic Council is the principal employer of permanent R & D staff with a full-time equivalent of 132.0. Other departments with more than 100 full-time equivalent engaged in R & D include Public Service Commission, National Museums and National Health and Welfare.

Les données sur les dépenses doivent être complétées par des renseignements sur le personnel, en particulier sur la main-d'oeuvre hautement qualifiée; toutefois, pour recueillir toutes les données nécessaires, il faudrait mener une enquête distincte. Seuls certains renseignements de base ont été obtenus dans le cadre de cette enquête. On a demandé aux enquêteurs de déclarer le personnel des ministères (organismes) qui participe à des activités en sciences humaines et ce, par activité et par catégorie d'emploi et d'indiquer l'équivalent en employés à plein temps et le nombre total d'employés. Pour ce dernier renseignement, chaque personne affectée à une activité scientifique compte pour un, même si elle n'y est pas affectée à plein temps.

Les données de cette enquête portent sur l'année financière fédérale se terminant le 31 mars 1975. Les employés permanents sont déclarés au 30 septembre 1974, tandis que les employés temporaires, occasionnels et saisonniers représentent le total pour l'année financière entière. Afin de permettre aux enquêteurs de fournir les données requises sans trop d'efforts, les estimations du personnel sont classées selon les catégories de la Commission de la Fonction publique. Cela permet également d'établir des comparaisons entre l'effectif total du programme et les statistiques de la Commission de la Fonction publique.

Vous trouverez les données sur le personnel tirées de l'enquête aux tableaux 13, 14 et 15 des tableaux statistiques à la fin du présent bulletin. Au sein de l'administration fédérale, on a déclaré un équivalent total de 10,043.8 personnes en employés à plein temps affectés aux activités en sciences humaines, dont 89 % étaient du personnel permanent. De ce nombre, 16 % participaient à des activités de R.-D., 81 %, à des activités connexes (surtout à la collecte de données) et 3 %, à l'administration des programmes extra-muros.

Le personnel de la catégorie "sciences et professions" représente près de 60 % de l'équivalent permanent à plein temps déclaré au chapitre de la R.-D. Sur 1,043 personnes au total dans cette catégorie, 634 personnes (61 %) sont titulaires de diplômes universitaires (au-delà du baccalauréat).

Statistique Canada est de loin l'employeur le plus important de personnel affecté aux sciences humaines; étant donné que toutes ses activités de collecte de données sont des activités scientifiques, tout le personnel de l'organisme est pris en compte. Ainsi, le personnel de Statistique Canada représente 70 % de la catégorie "soutien administratif", 56 % de la catégorie "technique", 50 % de la catégorie "administration", 31 % de la catégorie "exploitation", 28 % de la catégorie "sciences et professions" et 19 % de la catégorie "direction". Toutefois, pour l'activité de R.-D. seulement, la répartition est très différente. Statistique Canada est encore un employeur important avec 102.0 de l'équivalent total de 1,491.1 personnes en employés permanents à plein temps. C'est le Conseil économique du Canada qui est le principal employeur du personnel permanent de R.-D. avec un équivalent en employés à plein temps de 132.0. Les autres organismes dont l'équivalent en employés à plein temps dépasse 100 personnes au chapitre de la R.-D. sont la Commission de la Fonction publique, les Musées nationaux et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.



STATISTICAL TABLES



TABLEAUX STATISTIQUES

TABLE 1. Federal Government Expenditures on Activities in the Human Sciences, by Activity and Sector of Performance, 1970-71 to 1975-76

TABEAU 1. Dépenses de l'administration fédérale au titre des activités en sciences humaines, selon l'activité et le secteur d'exécution, 1970-71 à 1975-76

Activity and sector - Activité et secteur	1970-71 ^F	1971-72 ^F	1972-73 ^F	1973-74 ^F	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	thousands of dollars - milliers de dollars					
<u>Activity - Activité</u>						
R & D - R.-D.:						
Current expenditures(1) - Dépenses courantes(1)	41,831	51,495	59,895	74,101	101,230	118,218
Capital expenditures - Immobilisations	497	1,867	1,486	1,724	1,906	2,237
Sub-total - Total partiel	42,328	53,362	61,381	75,825	103,136	120,455
Related scientific activities - Activités scientifiques connexes:						
Current expenditures - Dépenses courantes:						
Education support(1) - Aide à l'éducation(1)	14,538	14,265	13,050	14,934	17,626	18,901
General purpose data collection(1) - Collecte de données générales(1)	55,633	88,154	79,060	88,399	109,074	128,738
Information services(1) - Services d'information(1) ...	10,402	13,183	17,246	25,727	32,405	39,201
Economic and feasibility studies - Études économiques et de faisabilité	(2)	(2)	(2)	3,454	4,559	4,849
Operations and policy studies(1) - Études d'opérations et de politiques(1)	10,698	14,192	31,478	29,920	37,054	40,606
Sub-total - Total partiel	91,271	129,794	140,834	162,434	200,718	232,295
Capital expenditures - Immobilisations	4,034	1,993	948	1,484	2,812	1,297
Total expenditures - Dépenses totales	137,633	185,149	201,163	239,743	306,666	354,047
<u>Sector of performance - Secteur d'exécution</u>						
Intramural(1) - Intra-muros(1)	98,781	141,041	148,231	174,597	219,932	250,415
Business enterprises - Entreprises commerciales	3,375	3,305	5,536	7,275	8,884	12,786
Universities - Universités	19,842	23,751	24,348	28,617	34,589	40,174
Non-profit institutions - Organismes à but non lucratif ...	9,136	9,114	9,706	6,629	12,634	15,363
Provincial and municipal governments - Administrations provinciales et municipales	1,171	1,444	4,611	3,575	6,720	7,487
Other Canadian performers - Autres exécutants canadiens ...	(3)	(3)	(3)	2,744	2,478	2,966
Foreign - Secteur étranger	5,328	6,494	10,731	16,306	21,429	24,856

(1) Includes administration costs of extramural programs. - Comprend les frais d'administration des programmes extra-muros.

(2) Not collected before 1973-74. - Données recueillies à partir de 1973-74.

(3) Included in non-profit institutions sector before 1973-74. - Compris dans organismes à but non lucratif avant 1973-74.

TABLE 2. Total Expenditures on Activities in the Human Sciences, by Department or Agency, 1970-71 to 1975-76

TABLEAU 2. Dépenses totales au titre des activités en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1970-71 à 1975-76

Department or agency — Ministère ou organisme	1970-71 ^r	1971-72 ^r	1972-73 ^r	1973-74 ^r	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	thousands of dollars — milliers de dollars					
Bank of Canada — Banque du Canada	(1)	2,400	2,312	2,704	3,298	3,933
Canada Council — Conseil des Arts du Canada	20,818	20,048	20,837	22,851	25,197	28,826
Canadian International Development Agency — Agence canadienne de développement international	(1)	1,385	3,690	6,935	8,423	10,290
Canadian Transport Commission — Commission canadienne des transports	1,641	1,718	2,079	2,375	2,922	3,116
Central Mortgage and Housing Corporation — Société centrale d'hypothèques et de logement	2,758	5,526	3,678	1,957	3,847	7,590
Economic Council — Conseil économique	2,084	2,312	2,835	3,850	4,257	4,394
Environment — Environnement	5,068	6,165	8,140	6,131	6,902	7,149
External Affairs — Affaires extérieures	63	118	171	3,162	3,227	3,906
Finance — Finances	1,661	2,009	3,805	4,991	5,010	5,668
Indian Affairs and Northern Development — Affaires indiennes et Nord canadien	7,852	6,361	4,657	5,527	6,740	8,071
International Development Research Centre — Centre de recherches pour le développement international	470	2,066	5,147	9,298	15,580	17,959
Justice	132	976	2,384	3,441	3,878	4,291
Labour — Travail	3,106	2,791	3,202	2,934	3,034	3,427
Manpower and Immigration — Main-d'oeuvre et Immigration ...	6,472	6,492	8,211	8,350	9,463	10,252
National Health and Welfare — Santé nationale et Bien-être social	3,862	7,166	9,046	13,389	22,169	24,181
National Library — Bibliothèque nationale	2,996	4,611	6,588	7,625	8,557	10,532
National Museums — Musées nationaux	3,190	2,156	3,154	4,578	5,486	6,215
Privy Council Office — Bureau du Conseil privé	1,119	887	1,969	1,113	6,196	5,960
Public Archives — Archives publiques	3,331	2,784	3,656	4,064	5,257	6,124
Public Service Commission — Commission de la Fonction publique	2,289	3,153	3,451	5,018	7,650	6,058
Science and Technology — Sciences et Technologie	572	1,426	3,602	2,363	3,277	3,678
Secretary of State — Secrétariat d'État	117 (2)	2,017	2,137	3,662	4,556	5,377
Statistics Canada — Statistique Canada	49,370	80,892	66,259	76,504	96,697	112,809
Transport — Transports	556	1,262	3,358	2,956	3,867	6,800
Treasury Board — Conseil du Trésor	1,523	1,653	6,625	7,375	7,095	7,072
Urban Affairs — Affaires urbaines	—	992	3,770	5,305	7,269	8,822
Other(3) — Autres(3)	16,583	15,783	18,400	21,285	26,812	31,547
Total	137,633	185,149	203,163	239,741	306,666	354,047

(1) No data available for this year. — Aucune donnée disponible pour cette année.

(2) Partial response only. — Réponse partielle seulement.

(3) Departments with less than \$3 million total expenditures in 1975-76. — Ministères (organismes) ayant déclaré des dépenses inférieures à \$3 millions en 1975-76.

TABLE 3. Current Expenditures on Intramural R & D in the Human Sciences, by Department or Agency, 1970-71 to 1975-76

TABLEAU 3. Dépenses courantes au titre de la R.-D. intra-muros en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1970-71 à 1975-76

Department or agency - Ministère ou organisme	1970-71 ^r	1971-72 ^r	1972-73 ^r	1973-74 ^r	1974-75 ^p	1975-76 ^p
	thousands of dollars - milliers de dollars					
Agriculture	747	834	1,257	1,407	1,575	1,655
Bank of Canada - Banque du Canada	(1)	950	1,687	1,868	2,234	2,652
Consumer and Corporate Affairs - Consommation et Corporations	258	549	1,186	1,369	1,660	2,032
Economic Council - Conseil économique	1,953	1,893	2,786	3,607	4,135	4,336
Energy, Mines and Resources - Énergie, Mines et Ressources	698	596	1,190	1,288	1,523	1,613
Environment - Environnement	1,175	1,300	1,869	1,224	1,621	1,725
Indian Affairs and Northern Development - Affaires indiennes et Nord canadien	1,347	1,884	1,931	2,105	2,570	2,985
International Development Research Centre - Centre de recherches pour le développement international	350	449	384	798	1,337	1,540
Justice	132	586	1,828	2,256	2,726	2,740
Labour - Travail	2,208	1,850	1,879	1,592	1,656	2,050
Manpower and Immigration - Main-d'oeuvre et Immigration ...	1,699	2,204	2,287	1,970	2,089	2,344
National Health and Welfare - Santé nationale et Bien- être social	165	1,203	864	1,840	3,428	4,105
National Museums - Musées nationaux	1,914	1,281	1,876	2,816	3,366	3,783
Privy Council Office - Bureau du Conseil privé	929	264	121	166	1,626	1,593
Public Service Commission - Commission de la Fonction publique	1,890	2,621	2,894	4,285	6,530	3,825
Statistics Canada - Statistique Canada	1,471	1,435	2,627	2,030	2,426	3,018
Urban Affairs - Affaires urbaines	-	865	1,351	1,360	1,128	1,383
Other(2) - Autres(2)	4,099	5,589	4,540	5,957	7,588	9,763
Total	21,035	26,353	32,557	37,938	49,218	53,142

(1) No data available for this year. - Aucune donnée disponible pour cette année.

(2) Departments with expenditures for intramural R & D of less than \$1 million in 1975-76. - Ministères (organismes) ayant déclaré des dépenses inférieures à \$1 million au titre de la R.-D. intra-muros en 1975-76.

TABLE 4. Payments for Extramural R & D in the Human Sciences, by Sector of Performance and Major Sources of Funds, 1970-71 to 1975-76

TABLIÉAU 4. Sommes versées au titre de la R.-D. extra-muros en sciences humaines, selon le secteur d'exécution et la principale source des fonds, 1970-71 à 1975-76

Sector and source of funds - Secteur et sources des fonds	1970-71 ^F	1971-72 ^F	1972-73 ^F	1973-74 ^F	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	thousands of dollars - milliers de dollars					
<u>Sector of performance</u>						
<u>Secteur d'exécution</u>						
Business enterprises - Entreprises commerciales	2,295	2,149	2,277	3,676	4,797	8,409
Universities - Universités	9,734	12,805	12,684	15,086	18,562	22,566
Non-profit institutions - Organismes à but non lucratif ...	7,940	8,154	7,083	4,455	9,571	11,506
Provincial and municipal governments - Administrations provinciales et municipales	782	878	424	1,554	4,457	5,047
Other Canadian performers - Autres exécutants canadiens ...	(1)	(1)	(1)	1,774	1,720	2,054
Foreign - Secteur étranger	45	1,156	4,870	9,618	12,905	15,494
Total payments - Sommes totales	20,796	25,142	27,338	36,163	52,012	65,076
<u>Major sources of funds</u>						
<u>Principales sources des fonds</u>						
Canada Council - Conseil des Arts du Canada.....	6,379	6,402	7,610	8,867	10,135	12,466
Canadian International Development Agency - Agence canadienne de développement international	-	900	3,100	6,089	7,145	8,980
Central Mortgage and Housing Corporation - Société centrale d'hypothèques et de logement	812	3,470	2,122	621	1,800	3,550
International Development Research Centre - Centre de recherches pour le développement international	50	437	1,663	3,344	5,602	6,458
National Health and Welfare - Santé nationale et Bien-être social	2,504	4,428	3,052	5,481	10,235	11,211
Privy Council Office - Bureau du Conseil privé	190	623	1,848	578	4,075	3,772
Transport - Transports	-	329	1,002	1,417	2,014	4,520
Urban Affairs - Affaires urbaines	-	56	843	1,541	2,036	2,658
Other(2) - Autres(2)	10,861	8,497	6,098	8,225	8,970	11,461

(1) Included in non-profit sector before 1973-74. - Compris dans les organismes à but non lucratif avant 1973-74.

(2) Departments with expenditures of less than \$1.5 million in 1975-76. - Ministères (organismes) ayant déclaré des dépenses inférieures à \$1.5 millions en 1975-76.

TABLE 5. Current Expenditures on Related Scientific Activities in the Human Sciences, by Department or Agency, 1970-71 to 1975-76

TABLEAU 5. Dépenses courantes au titre des activités scientifiques connexes en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1970-71 à 1975-76

Department or agency — Ministère ou organisme	1970-71 ^F	1971-72 ^F	1972-73 ^F	1973-74 ^F	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	thousands of dollars — milliers de dollars					
Canada Council — Conseil des Arts du Canada	13,472	13,206	12,746	13,397	14,300	15,408
Canadian Broadcasting Corporation — Société Radio-Canada ..	1,524	1,168	1,427	1,446	1,543	1,727
Central Mortgage and Housing Corporation — Société centrale d'hypothèques et de logement	1,528	1,493	1,067	871	1,547	3,060
Commissioner of Official Languages — Commissaire aux langues officielles	394	985	1,078	1,493	1,906	2,303
Environment — Environnement	2,073	2,865	5,658	4,063	4,384	4,614
External Affairs — Affaires extérieures	63	118	171	3,162	3,227	3,906
Finance — Finances	1,661	2,009	3,805	4,991	5,010	5,668
Food Prices Review Board — Commission de surveillance du prix des produits alimentaires	—	—	—	834	1,944	1,790
Indian Affairs and Northern Development — Affaires indiennes et Nord canadien	1,632	2,200	1,108	1,495	1,824	2,284
International Development Research Centre — Centre de recherches pour le développement international	—	1,127	3,100	5,156	8,641	9,961
Manpower and Immigration — Main-d'oeuvre et Immigration ...	4,519	4,141	5,624	5,295	6,594	6,837
National Health and Welfare — Santé nationale et Bien- être social	1,189	1,530	5,121	6,061	8,502	8,856
National Library — Bibliothèque nationale	2,906	4,306	5,861	7,461	8,499	10,484
National Museums — Musées nationaux	1,276	855	1,250	1,627	1,991	2,283
Public Archives — Archives publiques	3,331	2,784	3,656	3,969	5,126	6,074
Science and Technology — Sciences et Technologie	572	1,330	3,509	1,944	2,942	3,252
Secretary of State — Secrétariat d'État	117(1)	1,295	1,638	2,681	3,428	4,063
Statistics Canada — Statistique Canada	47,558	78,262	62,945	73,494	91,966	108,892
Treasury Board — Conseil du Trésor	1,475	1,590	6,551	7,301	7,021	6,982
Urban Affairs — Affaires urbaines	—	56	1,376	2,381	4,072	4,729
Other(2) — Autres(2)	5,981	8,474	13,143	13,312	16,251	18,922
Total	91,271	129,794	140,834	162,434	200,718	232,285

(1) Partial return only. — Réponse partielle seulement.

(2) Departments with expenditures of less than \$1.7 million in 1975-76. — Ministères (organismes) ayant déclaré des dépenses inférieures à \$1.7 millions en 1975-76.

TABLE 6. Detail of Intramural R & D Expenditures, 1973-74 to 1975-76

TABLEAU 6. Détail des dépenses au titre de la R.-D. intra-muros, 1973-74 à 1975-76

Detail - Détail	1973-74 ^r	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	Expenditures - Dépenses	Forecast expenditures - Dépenses prévues	Estimated expenditures - Dépenses estimatives
	thousands of dollars - milliers de dollars		
Current expenditures(1) - Dépenses courantes(1):			
Personnel costs - Frais de personnel ..	24,348	30,991	33,518
Other current costs - Autres frais courants	6,889	10,133	9,806
Sub-total - Total partiel	31,237	41,124	43,324
Capital expenditures - Immobilisations:			
Land and buildings - Terrains et bâtiments	682	857	991
Machinery and equipment - Machines et matériel	1,042	1,049	1,246
Sub-total - Total partiel	1,724	1,906	2,237
Total	32,961	43,030	45,561

(1) Does not include non-program costs. - Ne comprend pas les frais hors programme.

TABLE 7. Regional Distribution of Current Expenditures on Activities in the Human Sciences, by Province and Sector of Performance, 1973-74 and 1974-75

TABLEAU 7. Répartition régionale des dépenses courantes au titre des activités en sciences humaines, selon la province et le secteur d'exécution, 1973-74 et 1974-75

Province	Intramural activities — Activités intra-muros		Payments to — Sommes versées aux						Total	
			Business enterprises — Entreprises commerciales		Universities and non-profit institutions — Universités et organismes à but non lucratif		Other Canadian performers — Autres exécutants canadiens			
	1973-74 ^R	1974-75 ^P	1973-74 ^R	1974-75 ^P	1973-74 ^R	1974-75 ^P	1973-74 ^R	1974-75 ^P	1973-74 ^R	1974-75 ^P
thousands of dollars — milliers de dollars										
Newfoundland — Terre-Neuve	495	756	77	40	439	821	66	60	1,077	1,677
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	40	54	42	11	69	38	203	103	354	206
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	1,456	2,203	131	48	1,171	1,623	122	475	2,880	4,249
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	105	133	143	44	563	662	779	535	1,590	1,374
Québec (excluding Hull) — (sauf Hull) ...	2,431	3,678	1,291	1,943	8,566	10,581	1,175	1,004	13,463	17,206
Ontario (excluding Ottawa) — (sauf Ottawa)	2,532	4,206	1,631	2,240	11,783	14,488	834	686	16,780	21,620
Manitoba	795	1,342	127	115	1,050	1,407	194	3,196	2,166	6,060
Saskatchewan	664	1,562	169	217	822	899	395	141	2,050	2,819
Alberta	824	1,242	169	283	2,043	2,208	401	332	3,437	4,065
British Columbia — Colombie-Britannique ..	1,325	2,250	541	260	3,172	3,630	811	569	5,849	6,709
Yukon and Northwest Territories — Yukon et Territoires du Nord-Ouest	137	158	—	30	19	9	339	329	495	526
Ottawa-Hull	160,469	197,506	2,583	3,121	3,997	8,591	885	926	167,934	210,144
Unallocated — Non répartis	116	124	371	532	1,552	2,266	115	842	2,154	3,754
Total, Canada	171,389	215,214	7,275	8,884	35,246	47,223	6,319	9,198	220,229	280,519

TABLE 8. Current Expenditures on R & D in the Human Sciences, by Principal Application, 1973-74 to 1975-76

TABLERAU 8. Dépenses courantes au titre de la R.-D. en sciences humaines, selon le domaine d'application principale, 1973-74 à 1975-76

Principal application — Domaine d'application principale	1973-74 ^F			1974-75 ^P			1975-76 ^P		
	Intra- mural — Intra- muros	Extra- mural — Extra- muros	Total	Intra- mural — Intra- muros	Extra- mural — Extra- muros	Total	Intra- mural — Intra- muros	Extra- mural — Extra- muros	Total
thousands of dollars - milliers de dollars									
Advancement of science - Progrès de la science	18	8,867	8,885	-	10,135	10,135	-	12,466	12,466
Agriculture, fisheries and forestry - Agriculture, pêches et forêts	2,647	867	3,514	2,962	1,048	4,010	3,165	973	4,138
Culture, sport and recreation - Culture, sports et loisirs	3,387	403	3,790	4,155	574	4,729	4,793	1,024	5,817
Defence and public security - Défense et sécurité publique	379	246	625	849	526	1,375	1,055	897	1,952
Developing countries - Pays en voie de développement	-	9,433	9,433	-	12,747	12,747	-	15,438	15,438
Education - Éducation	332	593	925	406	634	1,040	449	893	1,342
Energy and mineral resources - Ressources énergétiques et minérales	1,288	138	1,426	1,523	207	1,730	1,613	181	1,794
Health and social welfare - Santé et bien-être social	2,082	5,035	7,117	4,197	9,871	14,068	4,780	10,613	15,393
Housing and urban development - Logement et expansion urbaine ...	1,784	2,079	3,863	1,792	3,762	5,554	2,371	6,138	8,509
Human resources development - Développement des ressources humaines	4,322	1,816	6,138	6,561	1,564	8,125	7,349	1,928	9,277
Industrial development - Dévelop- pement industriel	437	623	1,060	678	700	1,378	734	769	1,503
National economy - Économie nationale	6,812	513	7,325	8,082	476	8,558	9,088	637	9,725
Northern development - Dévelop- pement du Nord	323	255	578	337	259	596	394	379	773
Public administration - Admi- nistration publique	7,753	1,446	9,199	10,893	5,167	16,060	8,680	5,205	13,885
Regional development - Dévelop- pement régional	418	911	1,329	166	786	952	211	827	1,038
Science policy - Politique scien- tifique	683	623	1,306	675	615	1,290	823	849	1,672
Transportation and communications - Transports et communications	1,241	2,315	3,556	1,563	2,941	4,504	1,690	5,849	7,539
Other - Autres	-	-	-	-	-	-	9	10	19
Total	33,906	36,163	70,069	44,839	52,012	96,851	47,204	65,076	112,280

TABLE 9. Current Expenditures on Related Activities in the Human Sciences, by Principal Application, 1973-74 to 1975-76

TABLEAU 9. Dépenses courantes au titre des activités connexes en sciences humaines, selon le domaine d'application principale, 1973-74 à 1975-76

Principal application — Domaine d'application principale	1973-74 ^F			1974-75 ^P			1975-76 ^P		
	Intra- mural — Intra- muros	Extra- mural — Extra- muros	Total	Intra- mural — Intra- muros	Extra- mural — Extra- muros	Total	Intra- mural — Intra- muros	Extra- mural — Extra- muros	Total
thousands of dollars — milliers de dollars									
Advancement of science — Progrès de la science	94	12,557	12,651	108	13,380	13,488	121	14,239	14,360
Agriculture, fisheries and forestry — Agriculture, pêches et forêts	4,549	1,727	6,276	5,596	1,361	6,957	5,406	1,365	6,771
Culture, sport and recreation — Culture, sports et loisirs	13,521	998	14,519	16,185	1,347	17,532	20,196	672	20,868
Defence and public security — Défense et sécurité publique	2,005	—	2,005	2,597	—	2,597	2,036	—	2,036
Developing countries — Pays en voie de développement	1,713	3,023	4,736	2,702	5,256	7,958	3,085	5,959	9,044
Education — Éducation	2,345	1,760	4,105	2,292	2,064	4,356	2,343	2,454	4,797
Energy and mineral resources — Ressources énergétiques et minérales	947	—	947	512	7	519	549	7	556
Health and social welfare — Santé et bien-être social	4,751	3,474	8,225	7,029	4,687	11,716	10,229	5,251	15,480
Housing and urban development — Logement et expansion urbaine ...	3,137	1,008	4,145	4,477	1,772	6,249	4,817	3,293	8,110
Human resources development — Développement des ressources humaines	10,968	484	11,452	12,767	700	13,467	19,155	861	20,016
Industrial development — Dévelop- pement industriel	4,546	254	4,800	5,311	182	5,493	10,345	214	10,559
National economy — Économie nationale	27,645	67	27,712	33,450	60	33,510	36,490	100	36,590
Northern development — Dévelop- pement du Nord	774	319	1,093	803	431	1,234	1,023	571	1,594
Public administration — Admi- nistration publique	46,174	499	46,673	49,086	565	49,651	62,778	442	63,220
Regional development — Dévelop- pement régional	—	106	106	9,562	70	9,632	—	82	82
Science policy — Politique scien- tifique	3,354	172	3,526	4,480	187	4,667	5,161	215	5,376
Transportation and communications — Transports et communications	4,748	2,451	7,199	5,980	2,578	8,558	6,598	2,756	9,354
Other — Autres	19	84	103	14	75	89	14	75	89
Total	131,290	28,983	160,273	162,951	34,722	197,673	190,346	38,556	228,902

TABLE 10. Current Expenditures on In-house R & D in the Human Sciences, for All Applications (Principal and Secondary), by Application, 1973-74 to 1975-76

TABLÉAU 10. Dépenses courantes au titre de la R.-D. interne en sciences humaines pour l'ensemble des domaines d'application (principale et secondaire), selon le domaine d'application, 1973-74 à 1975-76

Application — Domaine d'application	1973-74 ^T	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	thousands of dollars - milliers de dollars		
Advancement of science - Progrès de la science	30	33	36
Agriculture, fisheries and forestry - Agriculture, pêches et forêts ..	2,726	3,144	3,359
Culture, sport and recreation - Culture, sports et loisirs	3,387	4,155	4,793
Defence and public security - Défense et sécurité publique	379	849	1,055
Developing countries - Pays en voie de développement	83	106	114
Education - Éducation	563	770	833
Energy and mineral resources - Ressources énergétiques et minérales ..	1,468	1,717	1,812
Health and social welfare - Santé et bien-être social	2,255	4,418	5,016
Housing and urban development - Logement et expansion urbaine	2,000	2,210	2,807
Human resources development - Développement des ressources humaines ..	8,751	13,484	11,595
Industrial development - Développement industriel	774	1,086	1,286
National economy - Économie nationale	7,170	8,558	9,662
Northern development - Développement du Nord	583	548	710
Public administration - Administration publique	8,578	12,027	10,217
Regional development - Développement régional	580	572	661
Science policy - Politique scientifique	688	680	828
Transportation and communications - Transports et communications	1,242	1,566	1,692
Other - Autres	1	1	9

TABLE 11. Category of Current In-house R & D in the Human Sciences, by Department or Agency, 1973-74 to 1975-76

TABLEAU 11. Catégories de la R.-D. interne courante en sciences humaines, selon le ministère ou l'organisme, 1973-74 à 1975-76

Department or agency Ministère ou organisme	Research Recherche			Experimental development Développement expérimental			Total		
	1973-74 ^F	1974-75 ^P	1975-76 ^P	1973-74 ^F	1974-75 ^P	1975-76 ^P	1973-74 ^F	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	thousands of dollars - milliers de dollars								
Agriculture	1,407	1,575	1,655	-	-	-	1,407	1,575	1,655
Bank of Canada - Banque du Canada	1,868	2,234	2,652	-	-	-	1,868	2,234	2,652
Consumer and Corporate Affairs - Consommation et Corporations	322	406	450	1,047	1,254	1,582	1,369	1,660	2,032
Economic Council - Conseil écono- mique	2,751	3,223	3,596	-	-	-	2,751	3,223	3,596
Energy, Mines and Resources - Énergie, Mines et Ressources	449	571	613	839	952	1,000	1,288	1,523	1,613
Environment - Environnement	909	1,276	1,402	279	298	275	1,188	1,574	1,677
Indian Affairs and Northern Devel- opment - Affaires indiennes et Nord canadien	1,912	2,333	2,709	-	-	-	1,912	2,333	2,709
Justice	-	-	-	1,951	2,432	2,655	1,951	2,432	2,655
Labour - Travail	1,592	1,656	2,050	-	-	-	1,592	1,656	2,050
Manpower and Immigration - Main- d'oeuvre et Immigration	168	204	230	1,390	1,843	2,067	1,558	2,047	2,297
National Health and Welfare - Santé nationale et Bien-être social	784	2,167	2,475	386	746	895	1,170	2,913	3,370
National Museums - Musées nationaux	2,816	3,366	3,783	-	-	-	2,816	3,366	3,783
Privy Council Office - Bureau du Conseil privé	-	1,420	1,388	-	-	-	-	1,420	1,388
Public Service Commission - Commis- sion de la Fonction publique	2,506	3,626	2,142	1,779	2,904	1,683	4,285	6,530	3,825
Statistics Canada - Statistique Canada	168	280	276	1,850	2,132	2,716	2,018	2,412	2,992
Urban Affairs - Affaires urbaines	1,196	985	1,275	78	62	71	1,274	1,047	1,346
Other(1) - Autres(1)	2,363	2,845	3,261	1,504	2,221	2,818	3,867	5,066	6,079
Total	21,211	28,167	29,957	11,103	14,844	15,762	32,314	43,011	45,719

(1) Departments with less than \$1 million expenditures for in-house R & D in 1975-76. - Ministères (organismes) ayant déclaré des dépenses inférieures à \$1 million au titre de la R.-D. interne en 1975-76.

TABLE 12. Field of Current Extramural R & D in the Human Sciences, 1973-74 to 1975-76

TABLEAU 12. Domaine de la R.-D. extra-muros courante en sciences humaines, 1973-74 à 1975-76

Field — Domaine	Canadian universities — Universités canadiennes			Other sectors — Autres secteurs			Total		
	1973-74 ^R	1974-75 ^P	1975-76 ^P	1973-74 ^R	1974-75 ^P	1975-76 ^P	1973-74 ^P	1974-75 ^P	1975-76 ^P
	thousands of dollars — milliers de dollars								
Anthropology — Anthropologie	794	881	994	16	38	39	810	919	1,033
Business administration and commerce — Administration des entreprises et commerce	348	477	578	1,595	2,907	3,282	1,943	3,384	3,860
Communications	51	144	324	97	130	215	148	274	539
Criminology — Criminologie	226	416	662	66	193	312	292	609	974
Demography — Démographie	332	392	683	138	113	197	470	505	880
Economics — Économie	1,611	2,002	2,226	5,778	8,438	11,575	7,389	10,440	13,801
Geography — Géographie	403	457	533	1,289	1,440	1,604	1,692	1,897	2,137
History — Histoire	1,166	1,154	1,313	292	363	422	1,458	1,517	1,735
Languages, literature and linguis- tics — Langues, littérature et linguistique	2,577	2,523	3,007	153	134	342	2,730	2,657	3,349
Law — Droit	570	620	666	705	727	1,097	1,275	1,347	1,763
Library science — Bibliothéconomie	1	1	1	—	—	—	1	1	1
Philosophy — Philosophie	282	297	350	—	—	—	282	297	350
Political science — Sciences poli- tiques	867	927	1,014	475	4,005	3,504	1,342	4,932	4,518
Psychology — Psychologie	1,044	1,355	2,127	95	553	477	1,139	1,908	2,604
Religious studies — Sciences religieuses	76	93	107	4	—	—	80	93	107
Social work — Service social	238	1,006	437	3,596	4,735	5,362	3,834	5,741	5,799
Sociology — Sociologie	623	790	1,249	293	998	1,342	916	1,788	2,591
Urban and regional studies — Études urbaines et régionales	853	824	982	4,195	6,175	9,452	5,048	6,999	10,434
Other — Autres	3,024	4,203	5,313	2,290	2,501	3,288	5,314	6,704	8,601
Total	15,086	18,562	22,566	21,077	33,450	42,510	36,163	52,012	65,076

TABLE 13. Personnel Engaged in Intramural Activities in the Human Sciences, by Category and Activity, 1974-75

TABLERAU 13. Personnel affecté aux activités intra-muros en sciences humaines, selon la catégorie et l'activité, 1974-75

Category - Catégorie	R & D - R.-D.	Related scientific activities - Activités scientifiques connexes	Administration of extramural programs - Administration des programmes extra-muros	Total
full-time equivalent - équivalent à plein temps				
Continuing employees on strength, Sept. 30, 1974 - Effectif constant réel au 30 sept. 1974:				
Executive - Direction	40.7	101.0	12.3	154.0
Scientific and professional - Sciences et profes- sions	883.5	1,702.4	63.3	2,649.2
Administrative and foreign service - Administration et service extérieur	119.2	1,188.5	85.1	1,392.8
Technical - Technique	139.1	813.3	0.5	952.9
Administrative support - Soutien administratif	303.6	3,275.7	91.1	3,670.4
Operational - Exploitation	5.0	71.0	3.0	79.0
Sub-total - Total partiel	1,491.1	7,151.9	255.3	8,898.3
Term, casual and seasonal employees, 1974-75 - Employés temporaires, occasionnels et saisonniers, 1974-75:				
Scientific and professional - Sciences et profes- sions	23.0	19.1	-	42.1
Administrative and foreign service - Adminis- tration et service extérieur	13.0	81.5	4.0	98.5
Technical - Technique	26.5	58.9	-	85.4
Administrative support - Soutien administratif	28.2	796.2	10.3	834.7
Operational - Exploitation	47.5	37.3	-	84.8
Sub-total - Total partiel	138.2	993.0	14.3	1,145.5
Total	1,629.3	8,144.9	269.6	10,043.8

TABLE 14. Level of Training of Continuing Employees Engaged in R & D in the Human Sciences, 1974

TABEAU 14. Niveau de formation des employés permanents affectés à la R.-D. en sciences humaines, 1974

Level — Niveau	Scientific and professional — Sciences et professions	Administrative and foreign service — Administration et service extérieur	Total
total number employed — nombre total d'employés			
No university degree — Aucun diplôme universitaire	12	51	63
Bachelors — Baccalauréat	397	71	468
Masters — Maîtrise	458	20	478
Doctorate — Doctorat	176	3	179
Total	1,043	145	1,188

TABLE 15. Principal Employers of Personnel Engaged in Activities in the Human Sciences, by Category, 1974-75

TABEAU 15. Principaux employeurs du personnel affecté aux activités en sciences humaines, selon la catégorie, 1974-75

Department or agency — Ministère ou organisme	Executive — Direction	Scientific and profes- sional — Sciences et profes- sions	Adminis- trative and foreign service — Adminis- tration et service extérieur	Technical — Technique	Adminis- trative support — Soutien adminis- tratif	Opera- tional — Exploi- tation	Total
full-time equivalent — équivalent à plein temps							
Bank of Canada — Banque du Canada	7.0	89.0	4.0	63.0	27.0	—	190.0
Economic Council — Conseil économique ...	3.0	62.0	12.0	12.0	43.0	—	132.0
Environment — Environnement	2.0	103.0	19.0	52.0	81.0	1.0	258.0
Finance — Finances	11.0	116.0	10.0	21.0	52.0	—	210.0
Indian Affairs and Northern Development — Affaires indiennes et Nord canadien ...	—	71.0	8.1	20.0	4.3	63.0	166.4
International Development Research Centre — Centre de recherches pour le développement international	10.0	30.0	41.0	—	54.0	3.0	138.0
Labour — Travail	4.0	47.0	10.0	29.0	52.0	—	142.0
Manpower and Immigration — Main-d'oeuvre et Immigration	6.0	183.0	76.0	14.0	112.0	—	391.0
National Health and Welfare — Santé nationale et Bien-être social	8.8	104.2	16.5	33.7	66.5	—	229.7
National Library — Bibliothèque nationale	2.0	149.0	23.0	24.0	221.0	20.0	439.0
National Museums — Musées nationaux	1.0	117.0	13.0	19.0	9.0	—	159.0
Public Archives — Archives publiques	—	78.0	3.0	35.0	81.0	8.0	205.0
Public Service Commission — Commission de la Fonction publique	1.0	188.0	15.0	11.0	26.0	—	241.0
Statistics Canada — Statistique Canada ..	29.5	751.8	751.7	579.3	3,172.5	51.3	5,336.1
Treasury Board — Conseil du Trésor	17.0	29.0	122.0	9.0	33.0	—	210.0
Urban Affairs — Affaires urbaines	3.0	69.0	11.0	9.0	32.0	—	124.0
Other (1) — Autres (1)	48.7	504.3	356.0	107.3	438.8	17.5	1,472.6
Total	154.0	2,691.3	1,491.3	1,038.3	4,505.1	163.8	10,043.8

(1) Departments with an employee full-time equivalent of less than 100. — Ministères (organismes) ayant déclaré moins de 100 employés en équivalent à plein temps.



APPENDIX

ANNEXE

Tabulations Available on Request

A limited supply of copies of detailed computer printout from the 1975 survey is available to interested users. The tabulations cover all aspects of the survey data, including expenditures by department, activity, and performer for fiscal years 1970-71 through 1975-76 as well as expenditures by application, field of research, detail of expenditure, and region for the current survey. Data on personnel for 1974-75 are also available.

Interested persons should direct their requests, with specifications as to the data required, to:

Governments Unit,
Science Statistics Section,
Education, Science and Culture Division,
Statistics Canada
Ottawa (Canada).
K1A 0T6

Related Publications on Science Statistics

Catalogue

- 13-202 Federal Government Activities in the Natural Sciences, Annual, Bilingual.
- 13-203 Industrial Research and Development Expenditures in Canada, Annual, Bilingual.
- 13-209 Expenditures of Provincial Non-profit Industrial Research Institutes, Annual, Bilingual.
- 13-403 Research and Development Expenditure in Canada, Biennial, Bilingual.
- 13-404 Expenditures on Scientific Activities by Private Non-profit Organizations, Biennial, Bilingual.
- 13-555 Selected Statistics on Technological Innovation in Industry, Occasional, Bilingual.

These publications can be ordered from:

Publications Distribution,
Statistics Canada,
Ottawa,
K1A 0T6.

Tableaux disponibles sur demande

Les utilisateurs intéressés peuvent se procurer sur demande une quantité limitée de reproductions d'imprimés d'ordinateur détaillés de l'enquête de 1975. Les totalisations portant sur tous les aspects des données de l'enquête, y compris les dépenses par organisme, par activité et par secteur d'exécution pour les années financières 1970-71 à 1975-76 de même que les dépenses par application, par domaine de recherche, par détail des dépenses et par région pour l'enquête actuelle. Des données sur le personnel pour 1974-75 sont également disponibles.

Les intéressés sont priés d'adresser leur demande, en spécifiant le genre de données requises, à la:

Sous-section des administrations publiques
Section de la statistique des sciences
Division de l'éducation, des sciences et de la culture
Statistique Canada
Ottawa (Canada)
K1A 0T6

Publications connexes sur les statistiques sur les sciences

Catalogue

- 13-202 Activités de l'administration fédérale en sciences naturelles, annuel, bilingue.
- 13-203 Dépenses au titre de la recherche et du développement industriels au Canada, annuel, bilingue.
- 13-209 Dépenses des instituts de recherche industrielle provinciaux sans but lucratif, annuel, bilingue.
- 13-403 Dépenses au titre de la recherche et du développement au Canada, bisannuel, bilingue.
- 13-404 Dépenses des organismes privés sans but lucratif au titre de l'activité scientifique, bisannuel, bilingue.
- 13-555 Certaines statistiques sur l'innovation technologique dans l'industrie, hors série, bilingue.

On peut commander ces publications à la:

Distribution des publications
Statistique Canada
Ottawa
K1A 0T6.



Statistics Canada Statistique Canada

Education, Science and Culture Division
Science Statistics Section

FEDERAL GOVERNMENT ACTIVITIES IN THE HUMAN SCIENCES

QUESTIONNAIRE

(Definitions and instructions are contained in the separate Questionnaire Guide)

VERSION FRANÇAISE DISPONIBLE SUR DEMANDE

Department or Agency		Program Title	
Coordinator	Mailing Address		Telephone No.
Enquiries to be directed to		Telephone No.	Date

A. IDENTIFICATION OF FUNDS FOR SCIENTIFIC ACTIVITIES

Funds	expenditure \$'000
1. Program funds available from Parliament	
2. Revenues and receipts credited to vote	
3. Loans, investments and advances	
4. Transfers from other programs (identify)	
5. Deduct funds used for non-scientific activities	
6. Deduct funds used for natural science activities	
7. Deduct transfers to other programs for scientific activities (identify)	
8. FUNDS AVAILABLE FOR HUMAN SCIENCE ACTIVITIES	

¹ Transfer to "TOTAL EXPENDITURES" of Section B.11 row 15, column 8.

For office use only

B. 1. PERFORMERS OF SCIENTIFIC ACTIVITIES

Scientific activity	1. Intramural activities	2. Canadian business enterprise	3. Canadian universities	4. Canadian non-profit institutions	5. Provincial and municipal governments	6. Other Canadian performers	7. Foreign	8. Total
					\$'000			
Research and experimental development (R & D):								
Current expenditures:								
1. In-house R & D								
2. R & D contracts								
3. R & D grants								
4. Research fellowships								
5. Sub-total (1+2+3+4)								
6. Capital expenditures								
Related scientific activities:								
Current expenditures:								
7. Education								
8. General purpose data collection								
9. Information services								
10. Economic and feasibility studies								
11. Operations and policy studies								
12. Capital expenditures								
Administration of extramural programs:								
13. R & D programs								
14. Related scientific activities programs								
15. TOTAL EXPENDITURES								

¹ Transferred from Section A, row 8.

B.2. DETAIL OF INTRAMURAL R & D EXPENDITURES

	\$'000
1. Current expenditures on R & D:	
(a) Personnel costs	
(b) Other costs	
Sub-total, current expenditures	
2. Capital expenditures for R & D:	
(a) Land and buildings	
(b) Machinery and equipment	
Sub-total, capital expenditures	
TOTAL INTRAMURAL R & D EXPENDITURES	

¹ Equal to Section B.1: Row 5, Column 1.
² Equal to Section B.1: Row 6, Column 1.

B.3. REGIONAL DISTRIBUTION OF CURRENT EXPENDITURES

Region	1. Intramural activities	2. Canadian business enterprise	3. Canadian universities	4. Canadian non-profit institutions	5. Provincial and municipal governments	6. Other Canadian performers	7. Total
	\$'000						
1. Newfoundland							
2. Prince Edward Island							
3. Nova Scotia							
4. New Brunswick							
5. Quebec (excluding Hull area)							
6. Ontario (excluding Ottawa area)							
7. Manitoba							
8. Saskatchewan							
9. Alberta							
10. British Columbia							
11. Yukon and N.W. Territories							
12. Ottawa-Hull area							
13. Unallocated (explain below)							
14. TOTAL							

Reason expenditures cannot be allocated:

³ Equal to sum of entries in Section B.1: columns 1 through 6, rows 5 and 7 through 11, 13 and 14.

B. 4. RECIPIENTS OF R & D GRANTS

Institution or company	Location (city, province)	Amount \$'000
TOTAL		

¹ Equal to the sum of entries in Section B. 4. row 3, columns 2 through 7.

B. 5. RECIPIENTS OF R & D CONTRACTS

Institution or company	Location (city, province)	Amount \$'000
TOTAL		1

¹ Equal to the sum of entries in Section B. 1: row 2, columns 1 through 7.

C. I. PRINCIPAL APPLICATION OF CURRENT EXPENDITURES ON SCIENTIFIC ACTIVITIES

Principal application	Intramural		Extramural		Total
	R & D	Related scientific activities	R & D	Related scientific activities	
			\$'000		
1. Advancement of science					
2. Agriculture, fisheries and forestry					
3. Culture, sport and recreation					
4. Defence and public security					
5. Developing countries					
6. Education					
7. Energy and mineral resources					
8. Health and social welfare					
9. Housing and urban development					
10. Human resources development					
11. Industrial development					
12. National economy					
13. Northern development					
14. Public administration					
15. Regional development					
16. Science policy					
17. Transportation and communications					
18. Other (specify)					
19. TOTAL					

¹ Equal to entry in Section B. I: row 5, column 1.
² Equal to entry in Section B. I: rows 7 through 11, column 1.
³ Equal to entry in Section B. I: row 5, columns 2 through 7.
⁴ Equal to entry in Section B. I: rows 7 through 11, columns 2 through 7.

C. II. SECONDARY APPLICATION OF INTRAMURAL R & D

Secondary application	Principal application				
			\$'000		
1. Advancement of science					
2. Agriculture, fisheries and forestry					
3. Culture, sport and recreation					
4. Defence and public security					
5. Developing countries					
6. Education					
7. Energy and mineral resources					
8. Health and social welfare					
9. Housing and urban development					
10. Human resources development					
11. Industrial development					
12. National economy					
13. Northern development					
14. Public administration					
15. Regional development					
16. Science policy					
17. Transportation and communications					
18. Other (specify)					
19. Sub-total					
20. No secondary application					
21. TOTAL					

D. 1. CATEGORY OF CURRENT IN-HOUSE R & D

Category	Amount \$'000
1. Research	
2. Experimental development	
3. TOTAL	1

¹ Equal to entry in Section B. 1: row 1, column 1.

D. 2. FIELD OF CURRENT EXTRAMURAL R & D

Field	Canadian universities	Other sectors \$'000	Total
1. Anthropology			
2. Business administration and commerce			
3. Communications			
4. Criminology			
5. Demography			
6. Economics			
7. Geography			
8. History			
9. Languages, literature and linguistics			
10. Law			
11. Library science			
12. Philosophy			
13. Political science			
14. Psychology			
15. Religious studies			
16. Social work			
17. Sociology			
18. Urban and regional studies			
19. Other (specify)			2
20. TOTAL			

² Equal to the sum of entries in Section B. 1: row 5, columns 2 through 7.

E. 1. DESCRIPTION OF INTRAMURAL ACTIVITIES

E. 2. DESCRIPTION OF EXTRAMURAL ACTIVITIES

F. 1. PERSONNEL ENGAGED IN INTRAMURAL SCIENTIFIC ACTIVITIES

Category	R & D		Related scientific activities		Administration of extramural programs		Total
	Total number employed	Full-time equivalent	Total number employed	Full-time equivalent	Total number employed	Full-time equivalent	Full-time equivalent
1. Continuing employees on strength							
(a) Executive	1						
(b) Scientific and professional	2						
(c) Administrative and foreign service							
(d) Technical							
(e) Administrative support							
(f) Operational							
Sub-total							
2. Term, casual and seasonal employees							
(b) Scientific and professional							
(c) Administrative and foreign service							
(d) Technical							
(e) Administrative support							
(f) Operational							
Sub-total							
3. TOTAL STAFF							

¹ Transfer to "Total-Scientific and professional" in table below.
² Transfer to "Total-Administrative and foreign service" in table below.

F. 2. LEVEL OF TRAINING OF CONTINUING EMPLOYEES ENGAGED IN R & D

Level	Category		Total
	Scientific and professional	Administrative and foreign service	
	Total number employed		
1. No university degree			
2. Bachelors			
3. Masters			
4. Doctorate			
TOTAL			

³ From 1, (b) above.
⁴ From 1, (c) above.



Statistics Canada Statistique Canada

Division de l'éducation, des sciences et de la culture

Section de la statistique des sciences

Déclaration exigée en vertu de la Loi sur la statistique, chapitre 15, Statuts du Canada de 1970-71-72.

ACTIVITÉS DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE EN SCIENCES HUMAINES

QUESTIONNAIRE

(Voir définitions et recommandations dans le Guide du questionnaire)

(English version available on request)

Ministère ou organisme		Titre du programme	
Coordonnateur	Adresse postale		N° de téléphone
Pour renseignements, s'adresser à		N° de téléphone	Date

A. RÉPARTITION DES FONDOS CONSACRÉS AUX ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

Fonds	Dépenses
	\$'000
1. Fonds du programme prévus au budget	
2. Produits et recettes à valoir sur le crédit	
3. Prêts, placements et avances	
4. Transferts d'autres programmes (précisez lesquels)	
5. Moins: fonds consacrés à des activités non scientifiques	
6. Moins: fonds consacrés à des activités en science naturelles	
7. Moins: transferts à d'autres programmes d'activités scientifiques (précisez lesquels)	1

B. FONDOS CONSACRÉS AUX ACTIVITÉS EN SCIENCES HUMAINES

¹ À reporter aux "DÉPENSES TOTALES", section B.1, poste 15, colonne 8.

Réservé
ou
bureau

B.1. SECTEURS D'EXÉCUTION DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

Activité scientifique	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.
	Activités intramuros	Entreprises commerciales canadiennes	Universités canadiennes	Organismes canadiens sans but lucratif	Administrations provinciales et municipales	Autres exécutants canadiens	Exécutants à l'étranger	Total
Recherche et développement (R.-D.):					\$'000			
Dépenses courantes:								
1. R.-D. interne								
2. Contrats de R.-D.								
3. Subventions de R.-D.								
4. Bourses de R.-D.								
5. Total partiel (1+2+3+4)								
6. Immobilisations								
Activités scientifiques connexes:								
Dépenses courantes:								
7. Aide à l'éducation								
8. Collecte de données générales....								
9. Services d'information								
10. Études économiques et de faisabilité								
11. Études d'opérations et de politiques								
12. Immobilisations								
Administrations des programmes extra-muros:								
13. Programmes de R.-D.								
14. Programmes activités scientifiques connexes								
15. DÉPENSES TOTALES								1

¹ Reporté de la section A, poste 8.

B.2. DÉTAIL DES DÉPENSES INTRA-MUROS CONSACRÉES À LA R.-D.

Détail	Dépenses \$'000
1. Dépenses courantes au titre de la R.-D.	
a) Frais de personnel	
b) Autres frais	
Total partiel, dépenses courantes	1
2. Immobilisations au titre de la R.-D.	
a) Terrains et bâtiments	
b) Machines et matériel	
Total partiel, immobilisations	2
DÉPENSES TOTALES INTRA-MUROS CONSACRÉES À LA R.-D.	

¹ Égal à la Section B.1, poste 5, colonne 1.
² Égal à la Section B.1, poste 6, colonne 1.

B.3. RÉPARTITION RÉGIONALE DES DÉPENSES COURANTES

Region	1. Activités intra-muros	2. Entreprises commerciales canadiennes	3. Universités canadiennes	4. Organismes canadiens sans but lucratif	5. Administra- tions provinciales et municipales	6. Autres exécutifs canadiens	7. Total
				\$'000			
1. Terre-Neuve							
2. Île-du-Prince-Édouard							
3. Nouvelle-Écosse							
4. Nouveau-Brunswick							
5. Québec (sauf Hull)							
6. Ontario (sauf Ottawa)							
7. Manitoba							
8. Saskatchewan							
9. Alberta							
10. Colombie-Britannique							
11. Yukon et Territoires du Nord-Ouest							
12. Région d'Ottawa-Hull							
13. Non-distribué (Expliquez plus-bas)							
14. TOTAL							3

Raisons pour lesquelles les dépenses ne peuvent être distribuées

¹ Égal à la somme des dépenses de la Section B.1, colonnes 1 à 6, postes 5 et 7 à 11 et 13 à 14.

C. 1. APPLICATION PRINCIPALE DES DÉPENSES COURANTES CONSACRÉES AUX ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

APPLICATION PRINCIPALE	Intra-muros		Extra-muros		Total
	R.-D.	Activités scientifiques connexes	R.-D.	Activités scientifiques connexes	
				\$'000	
1. Progrès de la science					
2. Agriculture, pêches et forêts					
3. Culture, sports et loisirs					
4. Défense et sécurité publique					
5. Pays en voie de développement					
6. Éducation					
7. Ressources énergétiques et minérales					
8. Santé et bien-être social					
9. Logement et expansion urbaine					
10. Développement des ressources humaines					
11. Développement industriel					
12. Économie nationale					
13. Développement du Nord					
14. Administration publique					
15. Développement régional					
16. Politique scientifique					
17. Transports et communications					
18. Autres (précisez)					
19. TOTAL	1	2	3	4	

¹ Égal à la somme des dépenses de la section B.1, poste 5, colonne 1.
² Égal à la somme des dépenses de la section B.1, postes 7 à 11, colonne 1.
³ Égal à la somme des dépenses de la section B.1, poste 5, colonnes 2 à 7.
⁴ Égal à la somme des dépenses de la section B.1, postes 7 à 11, colonnes 2 à 7.

C. 2. APPLICATION SECONDAIRE DES DÉPENSES COURANTES EN R.-D. INTRA-MUROS

APPLICATION SECONDAIRE	Applications principales				Total
	R.-D.	Activités scientifiques connexes	R.-D.	Activités scientifiques connexes	
				\$'000	
1. Progrès de la science					
2. Agriculture, pêches et forêts					
3. Culture, sports et loisirs					
4. Défense et sécurité publique					
5. Pays en voie de développement					
6. Éducation					
7. Ressources énergétiques et minérales					
8. Santé et bien-être social					
9. Logement et expansion urbaine					
10. Développement des ressources humaines					
11. Développement industriel					
12. Économie nationale					
13. Développement du Nord					
14. Administration publique					
15. Développement régional					
16. Politique scientifique					
17. Transports et communications					
18. Autres (précisez)					
19. Total partiel					
20. Aucune application secondaire					
21. TOTAL					

D.1. CATEGORIES DES ACTIVITES COURANTES DE R.-D. INTERNE

Catégorie	Montant
	\$'000
1. Recherche	
2. Développement expérimental	
3. TOTAL	

¹ Égal à la Section B, poste 1, colonne 1.

D.2. DOMAINES DE R.-D. COURANTE EXTRA-MUROS

Domaine	Universités canadiennes	Autres secteurs	Total
			\$'000
1. Anthropologie			
2. Administration des entreprises, commerce			
3. Communications			
4. Criminologie			
5. Démographie			
6. Économie			
7. Géographie			
8. Histoire			
9. Langues, littérature et linguistique			
10. Loisir			
11. Bioéthéconomie			
12. Philosophie			
13. Sciences politiques			
14. Psychologie			
15. Études des religions			
16. Service social			
17. Sociologie			
18. Études urbaines et régionales			
19. Autre (précisez)			
20. TOTAL			

¹ Égal à la somme des dépenses de la section B, 1: poste 5, colonnes 2 à 7.

E.1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS INTRA-MUROS

E.2. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS EXTRA-MUROS

6. 2. PERSONNEL AFFECTÉ AUX ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

Catégorie	R.-D. interne		Activités scientifiques connexes internes		Administration des programmes extra-muros		Total
	1. Nombre total d'employés	2. Équivalent à temps plein	3. Nombre total d'employés	4. Équivalent à temps plein	5. Nombre total d'employés	6. Équivalent à temps plein	
1. Effectif constant réel au 30 sept.							
a) Direction							
b) Sciences et professions							
c) Administration et service extérieur							
d) Technique							
e) Soutien administratif							
f) Exploitation							
Total partiel							
2. Employés temporaires, occasionnels et saisonniers							
b) Sciences et professions							
c) Administration et service extérieur							
d) Technique							
e) Soutien administratif							
f) Exploitation							
Total partiel							
5. TOTAL							

¹ Reporté au tableau ci-dessous: "Total - sciences et professions".

² Reporté au tableau ci-dessous: "Total - administration et service extérieur".

7. 2. NIVEAU DE FORMATION DES EMPLOYÉS PERMANENTS AFFECTÉS À LA R.-D.

Niveau	Catégorie		Total
	Sciences et professions	Administration et service extérieur	
	nombre total d'employés		
1. Aucun diplôme universitaire			
2. Baccalauréat			
3. Maîtrise			
4. Doctorat			
5. TOTAL			

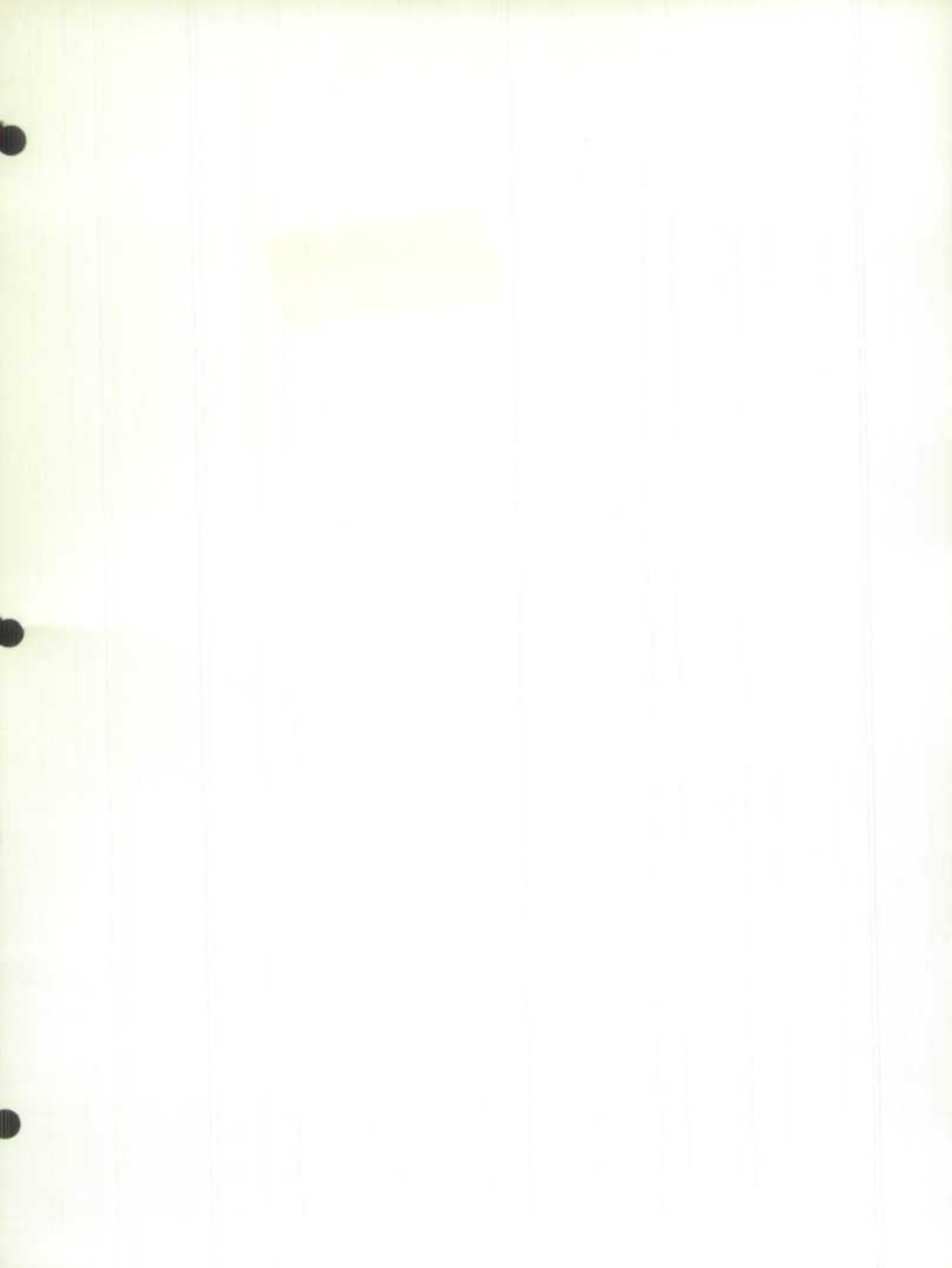
¹ Reporté de 1. b) ci-dessus.

² Reporté de 1. c) ci-dessus.

DATE DUE

JAN 12 1976

CAT. NO. 1137



STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA



1010715332